



Menaces sécuritaires sur le Sahel

Les mises en garde de Sellal

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a relevé, hier à Bamako, les défis qui menacent la stabilité et la sécurité dans la région du Sahel pour instaurer une coopération dans toutes ses dimensions.

Page 4

Domaine de la sidérurgie

L'Algérie atteindra une autosuffisance à l'horizon 2018

Page 6

Les femmes et les universitaires sont les plus touchés

Le taux de chômage en hausse

Le taux de chômage a quelque peu grimpé ces deux dernières années, impacté par la crise économique induite par la chute des recettes de la fiscalité pétrolière.

Page 2



CAN 2017

«Des écrans géants pour suivre les matchs de l'Algérie»

Page 24



Elections législatives

Le FLN fixe les conditions de candidature

Dans une réunion organique qui a regroupé les 120 mouhafedhs et présidents des commissions de transition du parti, des membres du bureau politique et comité central, le secrétaire général du Front de libération national, Djamel Ould Abbès a donné hier le coup d'envoi de la collecte de candidatures tout en fixant des règles et des critères dont la probité, notamment financières du candidat.

Page 3



Par Saâd Taferka

La reconfiguration du paysage économique algérien, suite à la crise des revenus pétroliers, contraindra bien des segments entiers de l'administration et l'appareil économique à des remises en cause, voire à des révisions déchirantes dans la manière de concevoir les sphères de la production des biens et services, de la commercialisation, de l'importation et de la production

Le système fiscal face la crise économique Comment faire de l'impôt un instrument de développement ?

fiscale. Jusqu'aux premiers effets de la crise, c'est-à-dire à la fin 2015, toutes les insuffisances d'organisation, toutes les «omissions» dans la rationalisation des dépenses et toutes les iniquités dans la collecte des impôts ont été généreusement couvertes par la rente pétrolière. Autrement dit, aucun bouton rouge n'était prévu pour alerter sur de telles déficiences. En effet, qui avait pris connaissance ou conscience des trous de la Caisse nationale de retraite avant 2015 ? Même les médias s'occupaient très peu des perfusions qu'on administrerait, à partir du Trésor public, à la CNR. On n'a commencé à aborder ce sujet que lorsque toutes les articula-

tions de l'économie nationale ont été affectées par le retrait de la rente pétrolière. Il en est de même des critiques adressées au système fiscal algérien. Les responsables de ce secteur ont commencé à révéler les distorsions et les insuffisances du système des impôts après que le budget de l'Etat eut été tronqué de plus la moitié de son montant. On peut, cependant, reconnaître à l'ancien ministre des Finances, Abdellatif Benachou, d'avoir, en 2003, prévenu sur certaines de ces distorsions, en faisant observer, par exemple, que 5 à 6 wilayas produisaient 85% de la matière fiscale nationale.

Page 5



Les femmes et les universitaires sont les plus touchés

Le taux de chômage en hausse

Le taux de chômage a quelque peu grimpé ces deux dernières années, impacté par la crise économique induite par la chute des recettes de la fiscalité pétrolière.



Par M. Ait Chabane

En septembre 2016, il s'est établi à 10,5%, alors qu'il n'était que de 9,9 en avril de la même année, selon les chiffres communiqués par l'Office national des statistiques (ONS). Le taux de chômage a nettement augmenté chez les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur, passant respectivement de 16,5 à 20% et de 13,2 à 17,7% durant la même période citée par l'ONS. Chez les hommes, en revanche, le taux est légèrement en hausse, passant de 8,1 à 8,2% durant la même période. De leur côté, les jeunes chômeurs dont la tranche d'âge oscille entre 16 et 24 ans sont devenus plus nombreux entre avril et sep-

tembre 2016. Le taux de chômage dans cette catégorie est passé en effet de 24,7 à 26,7%. Pour les personnes âgées de 25 ans et plus, le taux de chômage est de 7,9% avec un taux de 5,7% chez les hommes et de 16,2% chez les femmes. Les chiffres de l'ONS démontrent également que le nombre de la population active a atteint 12,117 millions de personnes contre 12,092 millions en avril 2016, sachant que la population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage. Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 10,845 millions de personnes en septembre 2016 contre 10,895 millions de per-

sonnes en avril. Cette population occupée est composée de 8,933 millions d'hommes (82,4% de la population occupée) et de 1,912 million de femmes (17,6%). La population en chômage a ainsi atteint 1,272 million de personnes en septembre (contre 1,198 million de personnes en avril), composée de 792 000 hommes (contre 790 000 en avril 2016) et de 479 000 femmes (contre 408 000). Le nombre de la population active a atteint 12,117 millions de personnes contre 12,092 millions en avril 2016, sachant que la population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage. Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 10,845 millions de personnes en septembre 2016 contre 10,895 millions de personnes en avril. Cette population occupée est composée de 8,933 millions d'hommes (82,4% de la population occupée) et de 1,912 million de femmes (17,6%). La population en chômage a ainsi atteint 1,272 million de personnes en septembre (contre 1,198 million de personnes en avril), composée de 792 000 hommes (contre 790 000 en avril 2016) et de 479 000 femmes (contre 408 000). Quant aux secteurs d'activité, l'ONS a relevé que ceux du commerce et des services sont les plus grands employeurs avec 6,62 millions de personnes (61% de la population occupée), suivi du secteur du BTP avec 1,895 million (17,5%), de l'industrie avec 1,465 million (13,5%) et de l'agriculture avec 865.000 (8%). A ce titre, l'année 2017 qui vient de commencer s'annonce beaucoup plus cruciale dans le marché de l'emploi en Algérie, face à des perspectives pétrolières peu rassurantes. **M. A. C.**

Répartition du taux de chômage :

	Hommes	Femmes	Total
- Niveau d'instruction :			
. Sans instruction	2,4 %	3,8 %	2,6%
. Primaire	6,7%	7,1%	6,8%
. Moyen	9,7%	19,4%	10,6%
. Secondaire	7%	19%	9,5%
. Supérieur	9,3%	24,5%	16,7%
- Diplôme obtenu :			
. Aucun diplôme	7,1%	12,3%	7,7%
. Diplômé de la formation professionnelle	10,5%	21,3%	13%
. Diplômé de l'enseignement supérieur	10,2%	24,7%	17,7%
-Total	8,1%	20 %	10,5%.

Première image couleur prise Alsat 1N

Une première nationale dans le domaine d'imagerie satellitaire

La capture et la réception de la première image couleur prise par le nano-satellite algérien Alsat 1N, le 3 décembre dernier, constitue une «première nationale» dans le domaine d'imagerie satellitaire par nano-satellites, a-t-on appris auprès de l'Agence spatiale algérienne (ASA).

«La capture et la réception de cette première image en couleur d'Alsat 1N, par une des trois caméras présentes à bord, constitue une étape importante dans la mission et une première nationale dans le domaine d'imagerie satellitaire par nano-satellites», a déclaré à l'APS, le chef de projet Alsat 1N, Fawzi

Djamane.

Il a expliqué que l'image en question a été prise par la caméra à large champ (WFI) le 3 décembre 2016 au-dessus de la région d'Arkhangelsk Oblast sur la côte nord-ouest de la Russie.

«Elle a été capturée au crépuscule et montre les contours de la côte sur la droite et les prémices d'une aube polaire sur la région arctique avec un ton rouge-brun profond dominant sur l'image», a-t-il ajouté.

Selon le même responsable, cette capture permet de distinguer à travers les nuages les sommets enneigés de montagnes.

M. Djamane a fait savoir que la mission Alsat 1N a été inscrite dans le cadre de la coopération entre l'Agence spatiale algérienne et l'Agence spatiale du Royaume-Uni (UKSA).

Cette coopération a, d'ailleurs, permis aux ingénieurs algériens d'acquiescer, a-t-il fait remarquer, des compétences en matière de développement et d'intégration de nano-satellites et également d'atteindre une autonomie dans le domaine des opérations des nano-satellites. «L'ensemble des opérations de supervision et de contrôle d'Alsat 1N est réalisée par des ingénieurs algériens à

partir du Centre de contrôle situé au niveau du Centre de développement des satellites d'Oran (CDS)», a-t-il déclaré. Le chef de projet Alsat 1N a relevé dans ce cadre, qu'au-delà du développement et de la maintenance des moyens au sol de contrôle du satellite, les opérations menées au CDS sont multiples.

Elles permettent la surveillance des paramètres de bonne santé du satellite et le maintien en conditions de fonctionnement nominales, la planification, le développement et l'exécution des plans de commande du satellite permettant l'atteinte des objectifs

scientifiques et technologiques de la mission. Le CDS permet également la réception et la mise à disposition des données scientifiques et techniques générées par le satellite, à l'exemple des images et des télémétries.

M. Djamane a estimé enfin que «l'exploitation des images ainsi que les autres données scientifiques recueillies à partir d'Alsat 1N par la communauté des ingénieurs et des chercheurs algériens permettra de faire avancer la recherche et le développement des technologies spatiales avancées au niveau national».

R. N.

Spécialisé dans la trafic de drogue à Draria

Démantèlement d'un réseau criminel dangereux

Les services du groupement régional de la Gendarmerie nationale d'Alger ont démantelé un réseau criminel dangereux spécialisé dans le trafic de drogue et de psychotropes, composé de huit individus, dont une femme qui les dirige, et ont saisi de 112 g de drogue et 206 comprimés de psychotropes, indique un communiqué rendu public vendredi par les mêmes services.

Selon le communiqué, la brigade de la Gendarmerie nationale de Draria a démantelé ce réseau criminel spécialisé dans la vente de ces substances toxiques en tout genre (psychotropes et kif traité) et composé de huit individus dirigés par une femme. Cette bande qui avait semé la terreur, s'est également spécialisée dans le vol à l'arme blanche, avec atteinte à l'ordre public et incitation à des troubles dans la localité de Draria.

L'opération a également permis la saisie de 112 grammes de drogues (kif traité), 206 comprimés de psychotropes de type Rivotril, des ordinateurs et des téléphones portables volés, des sabres de fabrication artisanale, ainsi que des sommes d'argent estimées à 969 500 de dinars, provenant du trafic de drogue et de psychotropes, toujours selon la même source.

«Les investigations approfondies et menées par des éléments de la Gendarmerie nationale ont pu identifier des individus du réseau et qui s'avèrent par la suite, être des repris de justice et ayant fait l'objet de mandats d'arrêt pour des faits de vol, d'atteinte à l'ordre public et rixes», a-t-on précisé. Ce réseau criminel était impliqué dans «plusieurs agressions et rixes, perpétrées dans des quartiers de la commune de Draria et aux alentours, faisant usage de plusieurs type d'armes blanches, ce qui a abouti à faire régner un climat d'insécurité parmi la population».

«Après l'accomplissement des procédures d'investigation, les éléments de ce réseau criminel ont été déférés devant le procureur de la République, près le tribunal de Chéraga pour association de malfaiteurs, détention et trafic de drogue et comprimés de psychotropes.

Riad D.

Elections législatives

Le FLN fixe les conditions de candidature

Dans une réunion organique qui a regroupé les 120 mouhafedhs et présidents des commissions de transition du parti, des membres du bureau politique et comité central, le secrétaire général du Front de libération national, Djamel Ould Abbès a donné hier le coup d'envoi de la collecte des candidatures tout en fixant des règles et des critères dont la probité, notamment financières du candidat.



Par Nacera C.

C'est à partir du 16 du mois en cours et jusqu'au 30 janvier que l'opération de dépôt des candidatures au niveau des kamas et les mouhafadhas sera entamée avant la soumission des listes de candidatures aux commissions de wilayas puis à la commission de wilayas sans classification des candidatures selon les explications données hier par le SG du FLN, Djamel Ould Abbès. Ainsi, la sélection finale des candidatures après examen de la commission nationale de candidatures se fera entre le 7 février jusqu'au 27 du même mois.

Dans ce cadre, une instruction dans laquelle ont été fixées les conditions de candidatures a été lue par le chargé de l'organique, membre du

bureau politique, Sadek Bouguettaya. A ce propos, le SG du FLN a affirmé que dans cette instruction, ce seront ceux qui ne recourent pas à la «chkara» qui seront «satisfaits» avant de lancer, «fini les désignations d'en haut» concernant les têtes de liste. «Le FLN compte 550 000 militants, 500 membres du Comité central, 217 députés et 48 sénateurs. Chaque militant a le droit de se présenter et il n'y a que 462 postes de députés», dira Ould Abbès qui estime «impossible de satisfaire toutes les ambitions».

Ainsi, en plus des conditions fixées par le Code électoral et les critères politiques relatifs, notamment aux années de militantisme, la compétence et la base populaire, le FLN aura recours à des enquêtes par des structures spéciales pour s'assurer de la probité, notamment financière

du candidat selon les explications du nouveau chargé de la communication, membre du bureau politique, l'ex-ministre des TIC, Moussa Benhammadi.

Dans sa première déclaration à la presse en marge de la réunion des mouhafedhs et en réponse à une question sur la satisfaction de la 14^{ème} condition relative à la probité financière, il a expliqué que le FLN comme parti de l'Etat, il y aura des parties spéciales qui s'occupent de ce volet.

En réponse à une question sur les déclarations de Abderrahmane Belayat sur le recours à la «corruption pour devenir membre du bureau politique», Benhammadi a expliqué que ce phénomène existait dans le passé sans préciser la période. Et s'agissant des accusations de son prédécesseur, Hocine Kheldoune contre la personne

de Ould Abbès, il dira que ces déclarations n'engagent que sa personne et que Ould Abbès est à la tête du parti depuis 70 jours et il n'est pas possible de faire son bilan maintenant. Benhammadi a défendu le retour des cadres au parti dont Abdelaziz Ziari.

Benhammadi affirme également que le FLN n'est pas un parti d'élite, mais de tout le monde, soulignant qu'il y aura des hommes d'affaires militants du FLN dans les listes de candidatures, car «une campagne a besoin de financement».

Autre condition pour la candidature, le candidat doit s'engager à ne pas se retirer de la liste de candidatures au cas où il n'est pas tête de liste. Ce qui ferme la route à ceux qui se portent comme candidats indépendants pour ceux qui ne sont pas satisfaits de leur classification dans la liste électorale du parti. Dans ce contexte, le SG du FLN a affirmé que les candidatures sont ouvertes et les mouhafedhs doivent expliquer à ceux désirant se porter candidats, les spécificités de député et ce que demande ce poste. Cependant, il affirme qu'en dehors des compétences scientifiques, le parti fait des exceptions dans certaines régions du pays pour les fellahs et les travailleurs. Ould Abbès a qualifié la réunion d'hier d'étape historique, car elle coïncide avec le début de la campagne électorale pour les législatives qui sont, selon lui, une étape décisive pour le parti et le pays, rappelant que les élections de 2017 ont une relation avec la présidentielle de 2019. Le SG du FLN a défendu la place de son parti sur la scène politique en affirmant que le FLN est «un parti d'Etat et non un parti appartenant à l'Etat». Il a rappelé aussi son processus de réconciliation avec le retour des cadres du parti, en colère, au FLN sans conditions comme militants.

N. C.

MPA

Benyounes appelle à la vigilance pour préserver l'unité nationale

Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounes, a appelé, hier à partir de Chlef, les citoyens à la vigilance afin de préserver la paix et l'unité nationale.

«Le plus important actuellement en Algérie est de préserver la stabilité et la paix par la vigilance et le rejet de la violence», a assuré Amara Benyounes, dans un meeting populaire animé au Centre culturel islamique de Chlef, soulignant le droit du peuple algérien à l'«opposition pacifique» qui est, a-t-il considéré, «un principe démocratique».

Le chef de file du MPA a estimé, en outre, que les événements survenus à Béjaïa «ne mèneront nullement à un changement démocratique», citant les événements en cours en Libye et en Syrie

comme des preuves que la «solution démocratique se trouve dans les manifestations pacifiques et la participation forte aux rendez-vous électoraux».

D'autre part, M. Benyounes a plaidé pour l'impérative adoption d'une «nouvelle politique et de réformes basées sur le principe de la justice sociale, pour qu'elles soient admises par les Algériens, car elles seront difficiles à accepter suite au recul de 70%, intervenu dans la rente pétrolière».

Il a également soutenu l'importance d'accompagner ces réformes, avec une ouverture de l'investissement et une orientation vers l'économie libre et la réforme foncière, en «restituant les prérogatives des P/APC», a-t-il ajouté, tout en invitant les jeunes à «investir le secteur

agricole accusant un manque en main-d'oeuvre».

S'exprimant sur les élections législatives, M. Benyounes a estimé qu'il s'agit d'une «fête de la démocratie» dont l'enjeu principal sera de conférer «une légitimité au Parlement et, partant, une légitimité au gouvernement grâce au taux de participation».

«La solution n'est pas dans le boycott auquel appellent certains partis», a-t-il affirmé, confirmant la participation de sa formation politique aux prochaines législatives».

A ce propos, Le président du MPA a ajouté qu'il n'interviendra pas dans la sélection des listes des candidats, conformément aux principes du parti.

Riad D.

Après un long suspense Le PT annonce sa participation

Par S. A. Mohamed

Après avoir entretenu un suspense qui a duré quelques mois, le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune, a finalement décidé de prendre part aux élections législatives qui auront lieu en avril prochain.

Le Parti des travailleurs a effectivement annoncé hier sa participation aux législatives du mois de mai prochain. L'annonce a été faite par la secrétaire générale du parti, Louisa Hanoune, à l'issue de la réunion du Comité central du parti qui restera ouverte pour suivre l'évolution de la situation sur les plans politique, social et économique. Considérant que la participation du PT est tactique, Hanoune expliquera lors de la conférence de presse, que la décision a été prise par le comité central sur la base des données relatives à la situation politique, économique et sociale du pays qui selon elle, est peu reluisante. «Ces élections législatives vont être décisives pour le pays. Soit elles vont être l'occasion pour notre pays de suivre le chemin de la démocratie, de la paix, du progrès et du développement en respectant la volonté du peuple afin que le problème de la représentativité soit réglé définitivement, soit ces élections vont faire plonger le pays dans l'instabilité et l'inconnu», alerte, d'emblée, Hanoune qui estime que c'est cette situation qui a fait pencher la balance en faveur de la participation. Une participation qui sera, selon elle, l'occasion de réaffirmer l'attachement du PT aux préoccupations du peuple qu'elle promet de défendre crânement. Aussi, la participation vise, estime Hanoune à «défendre la démocratie». «Il n'est pas possible de laisser la place aux forces obscures ou à l'oligarchie à l'appétit vorace qui cherchent à s'emparer de tous les leviers du pouvoir», a soutenu Hanoune, bien qu'elle estime que «rien n'a changé». «A travers des pratiques douteuses, l'administration démontre qu'elle n'a aucune volonté de respecter la souveraineté du peuple et même si cela nous coûterait la cohésion nationale et plongerait le pays dans l'anarchie», dit-elle, tout en précisant toutefois qu'il faut faire face au chaos d'autant, dit-elle, qu'il y a ceux qui veulent déstabiliser le pays.

S. A. M.

AHD 54

Rebaïne évoque une possible alliance partisane

Le président du parti Ahd 54, Fawzi Rebaïne, a fait état, hier à Alger, d'un possible recours de sa formation politique à une alliance partisane en prévision des législatives 2017.

Lors d'une conférence de presse animée au siège du parti, M. Rebaïne a indiqué que son parti poursuit les préparatifs de sa participation aux prochaines législatives faisant état d'un possible recours à une alliance partisane en prévision de cette échéance électorale. Le président du parti Ahd 54 n'a néanmoins pas donné de précisions sur les partis avec lesquels cette alliance pourrait être conclue. Concernant la participation aux prochaines législatives, M. Rebaïne a affirmé que Ahd 54 ne sera pas présent dans toutes les wilayas du pays et ce, a-t-il dit, «en raison des moyens financiers limités du parti». Dans le même contexte, il a réitéré que son parti vise à travers cette participation à «présenter des candidats compétents et à barrer la route aux détenteurs de l'argent sale».

Au volet économique, le président du parti Ahd 54 a critiqué la loi de finances dont les dispositions, a-t-il estimé «auront un impact négatif sur le pouvoir d'achat du citoyen ainsi que l'absence de projets à même de créer des emplois, et partant, de réduire le chômage».

T. O.

Défis sécuritaires qui menacent le Sahel

Les mises en garde de Sellal

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a relevé, hier à Bamako, les défis qui menacent la stabilité et la sécurité dans la région du Sahel pour instaurer une coopération dans toutes ses dimensions.



Par Massi Salami

«**N**os présentes assises se tiennent à un moment où notre continent fait face à de nombreux défis sécuritaires qui menacent la stabilité et la sécurité de la région du Sahel, en particulier et hypothèquent la réalisation de ses projets de développement», a soutenu M. Sellal dans son allocution en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, devant les chefs d'Etat et de gouvernement présents au 27^{ème} Sommet Afrique-France. M. Sellal a saisi cette occasion pour mettre en garde contre le terrorisme, le crime organisé transfrontalier, le trafic de drogue, d'armes et de personnes, le kidnapping ainsi que la traite des personnes et la migration.

Tous ces problèmes constituent, a affirmé M. Sellal, des «défis qui nous interpellent collectivement pour renforcer notre coopération bilatérale, régionale et internationale dans un esprit de responsabilité collective et de solidarité active, partant du prin-

cipe de l'indivisibilité de la sécurité et de l'exigence de sa réalisation pour tous».

Il a, en outre, indiqué que les drames répétitifs générés par la pauvreté, les maladies et les flux massifs de la migration interpellent notre assemblée pour «concentrer son attention et surtout son action sur les véritables causes de ce fléau, à savoir les conflits et les interventions étrangères en violation du droit international, source de chaos et de désordre propice au développement du terrorisme, l'absence de soutien conséquent aux efforts de développement et de lutte contre la pauvreté d'un grand nombre de pays africains, ainsi que l'exacerbation des contradictions internes et le non-recours aux moyens pacifiques et au dialogue pour les résoudre et les dépasser».

Sellal a indiqué que «depuis le premier sommet de 1973, l'Afrique a enregistré des progrès indéniables dans le domaine de la consécration de la démocratie, de la bonne gouvernance politique et économique et de l'édification de l'Etat de droit, convaincue chaque jour un peu plus que c'est la seule voie

et même d'offrir à ses pays et à ses peuples les leviers indispensables à la stabilité politique et au développement socio-économique auxquels ils aspirent légitimement». Dans ce contexte, il a affirmé que cette dynamique est venue consacrer un processus de décolonisation qui a permis à l'écrasante majorité des peuples africains de recouvrer leur indépendance politique et de rétablir leur souveraineté nationale, un processus qu'il convient impérativement de parachever.

Aussi, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a mis en exergue la croissance économique enregistrée en Afrique, rappelant également les mesures prises par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires. «Au plan économique, notre continent connaît depuis de nombreuses années maintenant, une croissance économique soutenue de l'ordre de 5%. Les prévisions pour 2017 sont encore plus favorables et confirment ainsi les capacités d'absorption de nouveaux investissements étrangers dans, notamment les secteurs des services financiers, la construction

et l'industrie manufacturière», a indiqué M. Sellal.

Il a, à cette occasion, souligné que l'Algérie, qui a pris d'importantes mesures en faveur de l'amélioration du climat des affaires, à l'appui d'énormes investissements publics dans les infrastructures, abrité un important Forum africain d'investissements et d'affaires et apporte sa contribution à la réalisation d'importants projets structurants de l'économie régionale et continentale». Dans cet ordre d'idées, il a soutenu que la route transsaharienne Alger-Abuja, qui offre au commerce de l'Afrique de l'Ouest une ouverture sur la Méditerranée et d'importantes économies de coûts et de temps dans le transport des marchandises, le projet de gazoduc Alger-Lagos ainsi que le projet de Fibre optique Algérie-Nigéria «répondent à cet impératif d'intégration de nos économies». M. Sellal a, par ailleurs, affirmé que l'Afrique, forte de ses atouts, oeuvre à la mise en place de partenariats de qualité, fondés sur le respect mutuel, l'équilibre des intérêts et un juste partage de la prospérité.

M. S.

Algérie-Tunisie

Bouteflika réaffirme sa ferme volonté de renforcer les relations de coopération

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a réaffirmé sa ferme volonté de renforcer les relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et la Tunisie, dans un message de félicitations adressé à son homologue tunisien, Bedji Kaïd Essebsi, à l'occasion de la célébration du 6^{ème} anniversaire de la Fête de la révolution et de la jeunesse de son pays.

«Il m'est agréable au moment où le peuple tunisien frère célèbre le 6^{ème} anniversaire de la Fête de la révolution et de la jeunesse, de vous adresser au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations et nos vœux les meilleurs de santé et de bien-être», a écrit le Président Bouteflika dans son message.

«Je tiens à cette occasion à vous réaffirmer notre ferme volonté de consolider les liens de fraternité et de solidarité existant entre nos deux peuples frères et de renforcer les relations de coopération et de partenariat entre nos deux pays, en vue de réaliser nos objectifs bilatéraux et maghrébins dans le cadre des aspirations des peuples de notre région à la paix, à la sécurité et à la stabilité», a souligné le chef de l'Etat.

R. N.

Boumerdès

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés vendredi à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 13 janvier 2017 à Boumerdès (1^{ère} Région militaire), deux éléments de soutien aux groupes terroristes», précise-t-on de même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale de Tlemcen (2^{ème} Région militaire) «ont saisi une quantité de kif traité s'élevant à 19,5 kg», tandis que des détachements de l'ANP «ont intercepté à Ouargla et Laghouat (4^{ème} Région militaire) trois narco-trafiquants en possession de 3 420 comprimés psychotropes et 744 unités de différentes boisons». D'autre part, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services des Douanes, «ont arrêté à Tamanrasset et In Guezzam (6^{ème} Région militaire) 323 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», alors que «27 autres immigrants clandestins ont été appréhendés à Ouargla et Ghardaïa (4^{ème} Région militaire)», conclut le communiqué.

R. B.

Sûreté d'Alger

Des suspects arrêtés et 10 cocktails molotov récupérés

Les services de Sûreté de la Wilaya d'Alger ont arrêté 14 suspects et récupéré 10 cocktails molotov de grand format et trois cageots contenant 55 bouteilles en verre prêtes à l'emploi dans le cadre de deux affaires d'atteinte à l'ordre public et détention d'armes prohibées, a indiqué vendredi un communiqué de ces services.

«La brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté de Bir Mourad Raïs a réussi dernièrement à récupérer 10 cocktails molotov de grand format, un jerrican d'essence, trois cageots contenant 55 bouteilles en verre prêtes à l'emploi, deux bouteilles d'alcool remplies de sable prêtes à l'emploi et des masques», précise le même communiqué.

Cette opération intervient dans le cadre

d'une affaire d'atteinte à l'ordre public, d'obstruction de la voie publique à l'aide de pierres et de barricades et de détention d'armes prohibées (cocktails molotov) sans motif légal, obligeant ainsi les forces de police à intervenir pour rétablir l'ordre public.

Dans une autre affaire similaire, la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Baraki a traité une affaire d'association de malfaiteurs et d'atteinte à l'ordre public avec détention d'armes blanches prohibées, suite au déclenchement d'une bagarre entre des jeunes de deux quartiers différents.

«Au cours de cette bagarre, des voitures garées ont été détruites et les propriétaires ont déposé plainte au niveau des services de poli-

ce», a ajouté le communiqué.

A l'issue de l'enquête, 14 mis en cause ont été arrêtés, outre la saisie d'armes blanches de différents types et calibres, ainsi que des bouteilles remplies d'essence et prêtes à l'emploi.

Après finalisation des procédures judiciaires, les mis en cause dans la première affaire ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent et ont reçu des convocations directes, tandis que les 14 autres individus impliqués dans la deuxième affaire ont été mis en détention préventive, à l'exception d'un mineur, sur ordre du procureur de la République territorialement compétent, selon le même communiqué.

H. T.

Le système fiscal face la crise économique

Comment faire de l'impôt un instrument de développement ?

La reconfiguration du paysage économique algérien, suite à la crise des revenus pétroliers, contraindra bien des segments entiers de l'administration et l'appareil économique à des remises en cause, voire à des révisions déchirantes dans la manière de concevoir les sphères de la production des biens et services, de la commercialisation, de l'importation et de la production fiscale.



Par Saâd Tafarka

Jusqu'aux premiers effets de la crise, c'est-à-dire à la fin 2015, toutes les insuffisances d'organisation, toutes les «omissions» dans la rationalisation des dépenses et toutes les iniquités dans la collecte des impôts ont été généreusement couvertes par la rente pétrolière. Autrement dit, aucun bouton rouge n'était prévu pour alerter sur de telles déficiences. En effet, qui avait pris connaissance ou conscience des trous de la Caisse nationale de retraite avant 2015 ? Même les médias s'occupaient très peu des perfusions qu'on administrait, à partir du Trésor public, à la CNR. On n'a commencé à aborder ce sujet que lorsque toutes les articulations de l'économie nationale ont été affectées par le retrait de la rente pétrolière.

Il en est de même des critiques adressées au système fiscal algérien. Les responsables de ce secteur ont commencé à révéler les distorsions et les insuffisances du système des impôts après que le budget de l'Etat eut été tronqué de plus la moitié de son montant. On peut, cependant, reconnaître à l'ancien ministre des Finances, Abdellatif Benachenhou, d'avoir, en 2003, prévenu sur certaines de ces distorsions, en faisant observer, par exemple, que 5 à 6 wilayas produisaient 85% de la matière fiscale nationale. Une telle vision ne fera sa présence que 13 ans plus tard, à savoir en mars 2016, lorsque l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, fera part de ses statistiques qui établissent que 99% de la matière fiscale algérienne proviennent de seulement 12 wilayas. À cette occasion, il appellera les contribuables à plus de «civisme fiscal» au moment où le pays a besoin de ressources supplémentaires sur fond de chute des revenus pétroliers.

La crise financière a fait «découvrir» aux responsables que sur les 48 wilayas, il y en a 36 qui ne contribuent que de 1% au total

des recettes fiscales.

Comment «domestiquer» le marché informel ?

Selon le premier argentier du pays, «il y a certaines wilayas qui ne contribuent que d'une part très infime, voire nulle, dans les recettes fiscales», bien, qu'elles soient «bien sur le plan économique et social». Benkhalfa dira : «Je sais que la répartition des entreprises et de l'activité économique n'est pas pareille dans une wilaya du Nord par exemple et une autre du Sud, mais croyez-moi qu'il y a des wilayas du Nord, sur la côte, qui n'apportent presque rien aux impôts». Le ministre «espère» pouvoir faire monter le 1% de contribution fiscale de 36 wilayas à...2% dans les années à venir. Mais cela demeurera manifestement insuffisant par rapport aux besoins du pays et par rapport aussi à l'idéal et au principe de l'équité fiscale.

L'ancien ministre a signalé que «les grandes entreprises restent celles qui paient le plus d'impôts, alors que la plupart des petites et moyennes entreprises ne paient pas leurs impôts». Les grandes entreprises sont de bons assujettis. Je leur rends un grand hommage», a-t-il prononcé, indiquant que pour l'année 2016, les recettes fiscales en provenance de ces entreprises, publiques et privées, en dehors du secteur des hydrocarbures vont dépasser les recettes de la fiscalité pétrolière du pays dont les prévisions sont estimées à 1 682 milliards de dinars.

Pourtant, une étude, menée l'année dernière par le cabinet Pricewater house Cooper (PwC), montre que les petites et moyennes entreprises algériennes subissent une fiscalité trop forte, l'une des plus grandes dans le monde. A cela s'ajoutent une multitude de disparités et de gisements dormants qui rendaient le système fiscal algérien peu efficace et peu intégré dans la logique du développement général du pays. Le som-

met de ces disparités est, sans aucun doute, l'existence d'un secteur informel «exonéré» de facto, et constituant un puissant parasite au reste de l'économie nationale. Les quelques initiatives prises au cours de ces dernières années en direction de l'économie informelle pour tenter sa régularisation en «douceur» - à l'exemple de la mise en conformité fiscale volontaire et de l'emprunt obligataire - n'ont pas encore donné de résultats probants à même de ramener les intervenants du marché parallèle dans le giron de l'économie structurée, payant leurs impôts et leur parafiscalité.

Un système peu rentable et lourd à gérer

Le directeur général des Impôts, Abderrahmane Raouia, expliquait, au cours du forum organisé par le journal *Liberté* en 2013: «Avant la réforme, le système qui avait cours était peu rentable et largement en retrait par rapport à l'évolution économique du pays. Ce système était du reste trop lourd à gérer, avec une multiplicité de taux, dont certains prohibitifs pouvaient atteindre les 400%. C'est pourquoi, il fallait, dès lors, simplifier, améliorer le rendement, mieux répartir la charge fiscale et ce, sans aggraver pour autant la pression fiscale». La réforme dont parle le DG des Impôts est celle qui établit les trois catégories que sont : l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), l'impôt sur le revenu global (IRG) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). A. Raouia a aussi fait part de la consolidation de la réforme par d'autres mesures telles que «la réforme de la taxe foncière, l'institution de l'impôt sur le patrimoine, la réduction des droits de mutation, la révision du régime fiscal des entreprises étrangères, l'institution d'un régime fiscal préférentiel pour les groupes de sociétés, le réaménagement de la fiscalité applicable au secteur du tabac...». Ce processus a été couronné par

l'adoption d'un nouveau Code de procédures fiscales. Cependant, le DG des Impôts n'a pas manqué de souligner que ces réformes touchant la nature, la répartition et les taux d'imposition devaient être suivies par des réformes de gestion au sein même de l'administration fiscale, supposant l'initiation de mesures d'adaptation et de modernisation. Le premier responsable de l'administration des Impôts explique : «Au-delà de ces mesures de modernisation du système fiscal, il fallait moderniser également l'administration qui en a la charge». Il révélera que la direction générale des Impôts compte 23 327 agents, soit environ 3% de l'ensemble des effectifs de la Fonction publique, en précisant que les procédures mises en place sont «inspirées des meilleures pratiques internationales et s'appuient sur des moyens de services plus adaptés en termes d'infrastructures, d'équipements et de formation». La réorganisation intervenue dans l'administration fiscale a abouti à la création de la direction des grandes entreprises (DGE), qui est concernée par plus de 70% du revenu fiscal; du Centre des impôts (CDI), dédié aux PME et aux professions libérales, représentant environ 25% du revenu fiscal; et du Centre de proximité des impôts (CPI), qui prend en charge les petits contribuables représentant 5% du revenu fiscal. La déconcentration de la gestion vers ces trois pôles opérationnels, en relation directe avec les catégories de contribuables ciblés, a quelque peu libéré la haute administration fiscale afin qu'elle se consacre de façon plus soutenue au pilotage des réformes lancées dans le secteur. Il y a lieu de reconnaître que cette vision est aujourd'hui d'une actualité brûlante. En effet, la première «riposte» que le gouvernement a organisée contre la crise des recettes extérieures, est faite d'un train de mesures fiscales, aussi bien dans la loi de finances 2016 que celle de l'année 2017. Car la réponse à la crise par des

exportations hors hydrocarbures prendra du temps. Ce qu'il faudra en tout cas à l'appareil économique national pour se redéployer sur d'autres activités demeurées mal exploitées ou restées carrément en friche. Même à ce niveau, l'instrument fiscal peut être d'un grand secours afin de cibler les activités à encourager par des dégrèvements ou des abattements fiscaux.

Le souci de la justice sociale

En mars dernier, l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait «regretté» le fait que beaucoup d'entreprises ne paient toujours pas leurs impôts sur le bénéfice des sociétés (IBS), alors que, dit-il, l'Etat tend à le stabiliser. «L'IBS est toujours à un niveau bas. Cet impôt est porté par un nombre restreint d'entreprises», a-t-il déploré, expliquant, par ailleurs, que «la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ne donne pas ce qui est souhaitable». Il mentionnera que, même si le taux de recouvrement des impôts est en nette amélioration ces dernières années, atteignant selon lui 12 à 13% par an, il reste, en revanche, encore «un grand bassin fiscal à recouvrer». Le ministre compte mobiliser ses différents organes et structures afin de récupérer ces recettes. L'élargissement de l'assiette fiscale requerra une autre démarche, selon l'ancien ministre. Il s'agit de «diminuer les contentieux qui sont parfois à l'origine du non-paiement des impôts au niveau de toutes les wilayas du pays». L'administration des impôts a été chargée de mener des actions de proximité, afin d'«inciter les opérateurs du secteur informel à s'inscrire dans la légalité et payer leurs impôts». La direction générale des impôts a été instruite par le ministre d'«aller prospecter des contribuables dans le secteur informel. Selon l'ancien ministre, qui a quitté ses fonctions au cours du remaniement ministériel de juin 2016, les agents du fisc «doivent sortir pour faire du marketing et vendre l'impôt forfaitaire unique (IFU). «Il y a dans certaines communes du pays de petites activités qui se développent et génèrent des ressources, mais qui ne paient pas d'impôts. On doit y aller chercher ces recettes. Une action que les banques aussi doivent pratiquer en ce moment où le pays a besoin de ressources», a-t-il expliqué. Demeure l'épineuse question de l'équité fiscale et du bon partage des efforts de redressement de l'économie nationale à travers toutes les catégories socioprofessionnelles. Un écart trop voyant par rapport à cette logique risque de devenir contreproductif et d'alimenter des animosités et des frictions catégorielles, syndicales, voire même politiques. Les revendications d'imposition des grosses fortunes, de constructions somptueuses ou de véhicules de luxe, formulées par des organisations politiques et syndicales, ne sont pas de simples surenchères. Elles traduisent indubitablement un souci de justice sociale, dans un moment crucial de la vie économique et sociale de notre pays. S. T.

Domaine de la sidérurgie

L'Algérie atteindra une autosuffisance à l'horizon 2018

Des exposés sur l'avancement des travaux de raccordement du complexe sidérurgique aux réseaux de gaz et d'électricité ont été présentés au ministre qui a mis en exergue l'importance de respecter les délais impartis.



«L'Algérie parviendra à atteindre une autosuffisance dans le domaine de la sidérurgie à l'horizon 2018, notamment en matière de production de rond à béton», a déclaré, hier à Jijel, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslem Bouchouareb.

En visite au chantier du complexe sidérurgique de la zone de Bellara, le ministre a précisé que l'Algérie qui a relevé le défi de l'autosuffisance en matière de production de ciments, «parviendra, au deuxième semestre 2018, à atteindre une autosuffisance dans les matières sidérur-

giques avec la mise en exploitation du complexe sidérurgique de Jijel». Il a, à ce propos, annoncé que ce complexe sera mis «en exploitation partielle à partir de mai prochain» avec l'inauguration du premier laminoir.

Le ministre a également souligné que l'Algérie procédera «avant mars» à l'exploitation des mines de phosphate, dont les projets ont été lancés dans le cadre des partenariats.

«Avec ces multiples projets structurants dans le domaine de l'industrie et des mines, la facture d'importation des produits industriels sera réduite conformément aux orientations

du gouvernement», a ajouté le ministre. In situ, des exposés sur l'avancement des travaux de raccordement du complexe sidérurgique aux réseaux de gaz et d'électricité ont été présentés au ministre qui a mis en exergue l'importance de respecter les délais impartis pour chaque lot de ces travaux.

Dans la même zone de Bellara, dans la commune d'El Milia, au sud-est du chef-lieu de wilaya, M. Bouchouareb a visité le chantier de la centrale électrique qui devra assurer une alimentation constante en cette énergie vitale au complexe sidérurgique.

Le ministre de l'Industrie et des Mines devait visiter le chantier de rénovation d'une briqueterie avant d'inspecter, dans la zone industrielle Ouled Salah, dans la commune Emir Abdelkader, une unité de production de médicaments et une usine de conditionnement en verre.

Le complexe sidérurgique de Bellara produira, dans une première phase, deux millions de tonnes d'acier plat et des aciers spéciaux par an et passera à quatre millions de tonnes dans une deuxième phase.

R. E.

Accession de l'Algérie OMC L'Uruguayen Gustavo Miguel, nouveau président du groupe de travail

L'Uruguayen Gustavo Miguel Vanerio Balbela a été désigné comme nouveau président du groupe de travail de l'accession de l'Algérie à l'OMC en remplacement d'Alberto D'Alotto (Argentine), indique le dernier bulletin d'information sur les accessions à l'OMC publié sur son site Web.

M. Balbela a reçu une invitation du ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, pour effectuer une visite à Alger dans le but «de discuter des prochaines étapes dans le cadre des travaux du groupe de travail, qui ne s'était pas réuni depuis mars 2014», souligne la même source.

Pour rappel, le mandat de M. Alberto D'Alotto en tant que représentant permanent de l'Argentine auprès de l'OMC s'est achevé en mai dernier.

Les présidents des groupes de travail sont désignés parmi les ambassadeurs des représentants permanents des pays membres auprès de cette organisation mondiale de commerce.

M. Balbela devient le 6^{ème} président du groupe de travail pour l'accession de l'Algérie à l'OMC après l'Argentin Alberto D'Alotto (juillet 2012-mai 2016), le Français François Roux (novembre 2011-juin 2012), les deux Uruguayens Guillermo Valles Galmés (mai 2004-juillet 2010) et Carlos Pérez del Castillo (juillet 1998-mai 2004) et l'Argentin Juan Carlos Sanchez (février 1994-juillet 1998).

L'Algérie a été candidate dès 1987 au GATT, l'ancêtre de l'OMC. La première documentation sur son régime commercial avait été déposée en 1996 alors que la première réunion du groupe de travail chargé d'examiner sa candidature s'était tenue en 1998.

A ce jour, l'Algérie a mené 12 rounds de négociations multilatérales durant lesquelles elle a traité 1 900 questions liées essentiellement à son système économique.

Elle a aussi tenu plus de 120 réunions bilatérales avec une vingtaine de pays, qui ont été couronnées par la conclusion, jusqu'à maintenant, de six accords bilatéraux avec Cuba, Brésil, Uruguay, Suisse, Venezuela et l'Argentine.

Créée le 1^{er} janvier 1995, l'OMC a deux missions principales : définir de nouvelles règles du commerce international et régler les conflits commerciaux entre ses pays membres.

Reda A.

Après des chiffres décevants sur le commerce extérieur de la Chine

Les cours du pétrole terminent en baisse

Les cours du pétrole ont baissé vendredi après des chiffres décevants sur le commerce extérieur de la Chine, grand consommateur d'or noir, détournant pour un temps le marché de ses spéculations sur la baisse de l'offre entreprise par nombre de pays producteurs.

Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a perdu 64 cents à 52,37 dollars sur le contrat pour livraison en février au New York Mercantile Exchange (Nymex).

«La séance était plutôt ennuyeuse», a reconnu Phil

Flynn, de Price Futures Group.

Alors que le début de semaine a été marqué par de fortes fluctuations des cours, le marché a abordé le week-end dans un certain calme, mais avec un ton plutôt morose.

«Plus qu'autre chose, ce qui a provoqué cette baisse, c'étaient des chiffres décevants en Chine», a expliqué M. Flynn. «Ils ont mis une mauvaise ambiance aujourd'hui».

La Chine a vu son commerce extérieur reculer en 2016, exportations et importations s'affichant en net repli et confirmant l'essoufflement du géant asiatique,

deuxième consommateur de pétrole après les Etats-Unis.

«L'économie chinoise consomme de l'énergie de façon intensive, que ce soit du pétrole brut ou des produits raffinés», a souligné John Kilduff d'Again Capital. «La faiblesse du secteur manufacturier, en particulier, est une mauvaise nouvelle pour le marché pétrolier». Ces considérations sur la demande ont ramené un peu de concret sur un marché actuellement secoué par les spéculations sur l'offre, à la suite de l'entrée en vigueur, début janvier, d'accords entre grands pays producteurs.

Mis en place à l'initiative de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), ces deux pactes prévoient des baisses de production, non seulement au sein du cartel, mais aussi par des pays extérieurs comme la Russie.

«On entend dire que les investisseurs s'inquiètent du respect (de ces accords) au sein de l'Opep», a rapporté M. Flynn. «Franchement, je ne vois pas pourquoi. Tous les grands exportateurs de pétrole ont dit qu'ils les respecteraient à 100%... Quand ce n'est pas plus».

De fait, lors des derniers jours, l'Arabie saoudite, membre domi-

nant du cartel, le Koweït et la Russie ont tous tenu des propos en ce sens, même si beaucoup d'analystes préfèrent ne pas se contenter de paroles en attendant de premières données qui devraient attendre la fin du mois.

«Il faut désormais se préparer à une nouvelle série d'annonces à la presse en fin de semaine prochaine, car les pays de l'Opep et la Russie, en charge de surveiller l'application de l'accord de limitation de la production, vont se réunir à Vienne», a prévenu Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

R. E.

Elle sera mise en exploitation prochainement

Une unité de fabrication de médicaments génériques à El Tarf

Une unité de fabrication de médicaments génériques sous les formes injectables liquides et seringues préremplies sera prochainement mise en exploitation dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le chef de l'exécutif local.



Implantée dans la localité de Kebouda, relevant de la daïra de Ben M'hidi, cette unité est appelée à renforcer l'industrie pharmaceutique dans la wilaya a précisé jeudi, Mohamed Lebka, au cours d'une visite d'inspection au chantier de cette usine. D'un investissement privé de l'ordre de 2,5 milliards de dinars, cette usine d'injectables liquides, devra offrir 120 postes d'emploi et viendra

renforcer la production de médicaments génériques dans cette zone où une première unité de fabrication de médicaments solides, offrant 450 emplois, y est implantée, a-t-on détaillé. Lors de la visite des différentes installations de cette usine, devant produire 50,8 millions d'unités par an, le wali a mis en exergue les facilitations accordées aux investisseurs et l'accompagnement que l'administration locale

œuvre à garantir à tout porteur de projet.

Au chef-lieu de wilaya, le wali a visité le chantier de réalisation d'une stèle commémorative dédiée aux 1 531 chahids de la wilaya d'El Tarf, implantée en face de la placette de l'Indépendance.

In situ, le chef de l'exécutif local a instruit à l'effet d'accélérer les travaux afin de livrer le projet, programmé pour l'inauguration à la commémoration

du prochain double anniversaire de l'indépendance et la jeunesse, dans les délais impartis.

Lancé en septembre 2016, pour un coût de 60 millions de dinars, cette stèle est dédiée aux martyrs de la guerre de Libération nationale de la région où une série de placettes publiques portent désormais leurs noms en guise de reconnaissance à leurs sacrifices.

Dans la même commune, le wali a visité le chantier de réalisation d'un centre culturel islamique, relancé après un arrêt de plus d'une décennie des travaux, où l'accent a été mis sur le parachèvement du chantier en juin prochain.

Affirmant que des efforts sont déployés pour activer les chantiers de la wilaya, le chef de l'exécutif local a souligné que 21 chantiers sur les 23 accusant des retards dans la réalisation ont été dynamisés.

D'autres chantiers portant construction d'une Sûreté urbaine à Ayous, relevant de la commune d'El Tarf ainsi que celui du nouveau pôle universitaire dont les travaux enregistrent un taux d'avancement de 23%, ont été en outre inspectés.

R. N.

Les maladies cardiovasculaires viennent en tête

163 malades transférés à l'étranger l'année dernière

Quelque 163 malades ont été transférés à l'étranger dans le cadre de la contractualisation entre la Caisse de sécurité sociale et les établissements hospitaliers étrangers, selon la commission nationale en charge de cette mission.

Lors d'une rencontre nationale d'orientation au profit des Centres hospitaliers organisée jeudi à Alger par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le président de la commission nationale médicale pour les soins à l'étranger a indiqué que le nombre de patients transférés à l'étranger est passé de 6 693 en 1987 à 1 282 en 2005 pour atteindre 163 en 2016.

Les maladies cardiovasculaires viennent en tête des pathologies nécessitant un transfert à l'étranger dans des établissements conventionnés avec la Caisse de

sécurité sociale (17 malades), suivies des maladies de l'oeil (8 transferts), neurochirurgicales (91 patients), cancéreuses (12 malades) outre les cas de chirurgie orthopédique (4) et d'autres affections chroniques pour la plupart (34), a détaillé le responsable.

Pour M. Bougherbal, la baisse du nombre de malades transférés à l'étranger s'explique par l'amélioration des soins prodigués dans le pays tant en termes d'augmentation du nombre de praticiens que de la disponibilité des équipements médicaux. Concernant le refus par les hôpitaux européens d'admettre des malades nécessitant des greffes d'organes (insuffisants rénaux), le Pr Bougherbal a fait savoir que ces établissements étaient soumis à des lois rigoureuses leur faisant obligation de privilégier leurs nationaux en cas de disponibilité de greffon.

Certaines structures spécialisées européennes refusent de prendre en charge des malades algériens en dépit de conventions les liant à la caisse de sécurité sociale en raison de l'absence de personnels à même d'assurer leur suivi en Algérie, a-t-il ajouté.

M. Bougherbal a mis en évidence certaines carences liées à la sélection des malades nécessitant un transfert à l'étranger à l'instar de l'absence d'un consensus de diagnostics et thérapeutiques, d'une approche intersectorielle de soins et la non-implication des comités nationaux. Le responsable a préconisé une approche intersectorielle de soins par l'identification d'un réseau de soins et la redynamisation des conventions avec un contrat financier liant le bailleur de fonds et l'équipe soignante prestataire.

R. S.

Selon un spécialiste

Les maladies du sommeil responsables de 30% des accidents de la route

Le syndrome d'apnée du sommeil (SAS) serait responsable de 30% des accidents de la circulation, a-t-on indiqué, lors d'une journée d'information sur cette pathologie du sommeil «méconnue» dans le milieu médical et paramédical, organisée jeudi par le CHU d'Oran.

Cette rencontre d'information a été organisée pour faire connaître cette pathologie et surtout pour insister sur les risques socioprofessionnels encourus par les per-

sonnes atteintes, notamment les somnolences diurnes qui peuvent causer des accidents de la voie publique ainsi que des accidents du travail, a indiqué le Dr Oujidi.

«Le SAS est une pathologie souvent méconnue et pourtant fréquente. Elle constitue un danger pour le patient sur le plan cardio-respiratoire et par ses répercussions neuropsychiatriques, sociales et professionnelles», a-t-elle souligné.

«Les signes cliniques du SAS

sont surtout le ronflement, l'obésité et les somnolences diurnes excessives», a noté cette spécialiste, ajoutant que «la mauvaise qualité du sommeil du sujet atteint a des répercussions sur sa qualité de vie marquée par des troubles de concentration».

Même si cette maladie touche beaucoup plus les adultes - les hommes plus que les femmes - les enfants ne sont toutefois pas épargnés, a-t-elle relevé. Les enfants atteints par ce syndrome présen-

tent souvent des rendements scolaires très faibles.

Depuis l'année 2015, le CHU d'Oran a mis en place une unité d'exploration des pathologies du sommeil, relevant du service de pneumologie. Elle est dotée d'un laboratoire du sommeil, premier du genre au niveau régional, a indiqué, pour sa part, son président et chef du service pneumologie, le Pr Ouardi.

Les statistiques concernant le nombre de personnes souffrant de

cette pathologie en Algérie ne sont pas encore cernés avec précision, mais la prévalence serait à peu près la même que dans les pays européens, soit entre 3 et 5% de la population, a encore ajouté le même spécialiste.

Les missions dévolues à l'unité et au laboratoire du sommeil seraient de diagnostiquer le plus grand nombre de malades pour établir une prévalence de la pathologie, a-t-on précisé.

Reda A.

Ouargla

Première circoncision réussie d'un enfant hémophile

La circoncision d'un enfant hémophile, première du genre à Ouargla, a été effectuée jeudi avec succès à l'hôpital Mohamed Boudiaf, a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Retenue au titre du programme de l'association des hémophiles de la wilaya, cette intervention chirurgicale d'une vingtaine de minutes a été menée sur un enfant hémophile âgé de huit ans par une équipe médicale de ce établissement, sous la conduite du pédiatre Tewfik Bencheikh, a précisé ce dernier à l'APS.

Troisième du genre au niveau du sud du pays, après celles effectuées avec succès au niveau des wilayas de Laghouat et El Oued, cette intervention chirurgicale est une avancée «importante» dans la région en matière de prise en charge des hémophiles très vulnérables du fait des complications qu'ils peuvent rencontrer, a-t-on indiqué.

Elle permettra également d'épargner aux malades le déplacement vers d'autres structures hospitalières pour de pareilles opérations, a-t-il ajouté.

La wilaya de Ouargla compte pas moins de 23 enfants atteints d'hémophilie, une maladie hémorragique héréditaire due au déficit d'un facteur coagulant du sang.

Elle est relevée, aussi bien chez les garçons plus que les filles et présente des symptômes d'hémorragies accompagnées de douleurs musculaires et articulaires.

R. O.

Du 24 et 25 février prochain 1^{er} congrès international de chirurgie thoracique à Oran

Le 1^{er} Congrès international de la Société algérienne de chirurgie thoracique aura lieu les 24 et 25 février prochain à Oran, a-t-on appris jeudi de ses organisateurs.

Cette manifestation scientifique, initiée par la Société algérienne de chirurgie thoracique, aura comme thème principal le cancer bronchique et réunira des experts nationaux et étrangers.

Le congrès sera un espace d'échanges national et international, autour de toutes les compétences de la chirurgie thoracique avec comme objectif principal la formation continue indispensable pour tout médecin soucieux d'améliorer la prise en charge de son malade, a-t-on souligné de même source. Les dernières recherches et thérapies en la matière ainsi que les meilleurs moyens de prévention, seront présentés lors de cette journée, a-t-on précisé de même source.

Avec 3 000 nouveaux cas de cancer bronchopulmonaire chaque année en Algérie, la prévalence monte en flèche à cause du tabac en premier lieu et des facteurs extérieurs, tels que la pollution, le stress et le tabagisme passif.

A signaler que si le malade est pris en charge précocement, sa vie sera prolongée avec des traitements chimiques et cela lui évitera la chirurgie.

R. N.



Marché de téléphones portables de Belfort

Un point noir dans la commune d'El Harrach

Le marché de gros de téléphones portables et accessoires de téléphonie mobile, sis au boulevard Bouamama (ex-Belfort) à El Harrach (Alger), crée un sérieux problème de trafic routier et constitue un véritable point noir pour cette commune qui recherche des solutions rapides afin de se débarrasser des séquelles de cette activité commerciale.

Le marché de portables de Belfort a commencé à voir le jour en milieu des années 90 avec l'émergence, au cœur de la ville d'El Harrach, le long de la rue Bouamama, de commerces et magasins à la place d'anciennes habitations datant de l'ère coloniale et démolies par leurs propriétaires qui y ont érigé des locaux dont la seule similitude concerne cette activité commerciale, a confié à l'APS le président de l'APC d'El Harrach, Mebarek Allik.

«Durant cette période caractérisée par une certaine anarchie dans la gestion des collectivités locales, le marché a connu un essor qui s'est conforté à la faveur de l'ouverture du pays aux technologies de communications pour devenir une véritable plaque tournante du commerce de gros et de détails des appareils téléphoniques», a expliqué M. Allik.

En attendant de délocaliser ce marché

Quelque 300 boutiques longent l'avenue Bouamama, une rue en pente, bondée, d'une extrémité à l'autre, d'automobilistes et de piétons au grand dam des riverains qui sont confrontés quotidiennement à des difficultés de déplacement au milieu de cette cohue outre les nuisances qu'ils subissent du fait des voix criardes des vendeurs à l'affût de potentiels acheteurs.

La commune envisage sérieusement une solution radicale à ce problème, a assuré son premier responsable pour qui il n'est pas acceptable qu'une activité d'une telle densité puisse être maintenue au milieu d'une région urbaine peuplée avec tous les effets que cela implique tant sur les déplacements des piétons que sur le trafic routier.

Il a fait état d'un projet de délocalisation du marché de Belfort qui a été soumis aux services de la wilaya d'Alger. Il s'agit d'une proposition visant la création d'un centre commercial qui regrouperait tous les opérateurs et qui offrirait les meilleures conditions d'exercice de cette activité.

Les services communaux d'El Harrach semblent d'autant plus exaspérés par ce marché qu'il occupe un des principaux axes de la commune et qu'il étend, de surcroît, ses activités à la vente en gros contrairement à la réglementation qui interdit un tel commerce dans les sites urbains où les conditions d'accès et de sortie des véhicules de transport et de dépôt de marchandise font défaut. «Un désagrément exacerbé par le non-respect des vendeurs des horaires de pose de leurs déchets», soutient le président de l'APC qui



rappelle que ses services ont consacré un grand camion pour l'enlèvement des quantités considérables de déchets laissés à même les trottoirs, ce qui rend la tâche des agents d'hygiène plus difficile.

A une question sur le bénéfice que la collectivité locale tire de ce commerce en termes de revenus fiscaux, le responsable a fait savoir que la fraude fiscale et les fausses déclarations relatives au chiffre d'affaires faisaient que ses services ne disposaient pas de chiffres réels sur cette région commerciale. En plus la relation entre l'assemblée communale et les services d'impôts en la matière n'est pas bien claire, a-t-il étayé.

Un marché pourvoyeur de 35% des mobiles distribués à l'échelle nationale

En dépit d'un net recul ces dernières années, notamment avec l'émergence de zone de concurrence à travers le territoire national, le marché de Belfort arrive à maintenir une activité plutôt dense, selon des sources de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCAA).

Cette structure rallie les responsables de la commune pour attester que les véritables gains générés au profit des commerçants de ce marché restent méconnus même si tous les indicateurs le présentent comme une source de richesse véritable pour la collectivité si ses bénéfices effectifs venaient à être déclarés. Avec plus de 300 boutiques en activité, selon des statistiques de 2015, cette avenue qui s'étend sur près d'un kilomètre de long pourvoit 35% des besoins du marché national en termes d'appareils de télé-

phonie distribués, un taux qui reste approximatif selon les connaisseurs du marché de la téléphonie mobile en Algérie, affirme encore l'UGCAA.

Les voitures stationnées sur place et immatriculées dans différentes wilayas renseignent: ce marché reste encore la principale source d'approvisionnement de téléphones mobiles et accessoires au regard des liens étroits que certains commerçants ont noués avec les grandes entreprises mondiales de production de smartphones.

Les sources de l'UGCAA expliquent que les prix pratiqués dans cet espace ont connu une hausse sensible justifiée par les vendeurs, qui refusent de révéler l'origine de leurs produits, par l'augmentation du cours de la devise sur le marché mondial.

«Le marché de Belfort est comme la bourse, il s'adapte aux fluctuations du marché national et international», ont argué des commerçants qui n'ont pas décliné leur identité à l'APS, pour motiver les disparités des prix.

Le consommateur privé du service après vente

Le bazar de Belfort enregistre une forte affluence des citoyens en quête d'appareils «dernier cri» et à des prix correspondant à leur pouvoir d'achat.

Smartphones, tablettes, batteries de recharge et autres accessoires dits «d'origine» sont ainsi proposés à des prix nettement différents que ceux des appareils présumés «imités» avec seulement une garantie de marche de 48 heures après quoi le vendeur

décline toute responsabilité pour toute panne, défaillance ou autre problème pouvant survenir.

A une préoccupation soulevée par l'APS sur l'absence des services après vente, les vendeurs répondent qu'ils étaient là pour écouler leur produit et que les magasins de maintenance et de réparation de ces dispositifs ne manquaient pas.

Les droits des citoyens sont ainsi «bafoués» notamment sur le marché des téléphones portables, a déploré le président de l'association de protection et d'orientation des consommateurs (APOC), Mustapha Zebdi. Les vendeurs se dérobent à leur responsabilité et se contentent de garantir la marche des appareils ou d'apposer les indications relatives à l'autorité de régulation en cas de vol, a-t-il dit. Les statistiques de l'APOC estiment à 8 millions de dollars la valeur du marché des téléphones portables en Algérie dont une grande partie échappe au contrôle, selon le président de l'association qui certifie que les seuls appareils garantis actuellement sur le marché national sont ceux de fabrication locale et que les doléances qui émanent à sa structure concernent les grandes marques mondiale d'importation insistant toutefois que la majorité de ces produits sont contrefaits et fabriqués en Chine.

Mais selon M. Zebdi, «les consommateurs lésés peuvent toujours se rapprocher auprès de la direction du commerce de la wilaya d'Alger ou de l'APOC en ramenant une facture ou un bon de garantie cacheté».

R. N.

Illizi

Lancement prochain de quatre nouveaux projets d'investissement

Quatre nouveaux projets d'investissements, publics et privés, vont être lancés prochainement dans la wilaya d'Illizi et viendront impulser la dynamique de développement dans cette collectivité, a-t-on appris vendredi auprès de la direction locale de l'Industrie et des Mines (DIM). Ces projets, qui entrent dans le cadre de l'application de l'instruction N°-1 du 6 août 2015 portant nouvelles procédures d'octroi de la concession, sont versés dans des segments d'activités divers, dont une station de

pompage de gaz, une unité de carrelage et l'implantation d'une société de travaux publics, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Mohamed Hassani. Durant l'année 2016, 34 dossiers d'investissement ont été étudiés par la DIM d'Illizi, dont 29 ont été approuvés et quatre d'entre eux ont obtenu leur titre de concession, et devront entamer les procédures administratives auprès des services des Domaines de l'Etat avant de lancer leur projet, a-t-il précisé. Dans le même cadre, les

travaux d'aménagement ont été finalisés concernant la zone d'activités située à l'entrée Nord de la ville d'Illizi ou ont été localisés 10 projets d'investissement et dont certains promoteurs ont obtenu leur titre de concession et devront entamer incessamment la concrétisation de leurs projets, a ajouté le responsable. M. Hassani a aussi invité les investisseurs à s'orienter vers la wilaya d'Illizi qui constitue un pôle touristique et industriel par excellence et à tirer avantage des facilitations

administratives préconisées par les pouvoirs publics pour l'obtention du foncier industriel. Ces projets visent à insuffler une dynamique à l'activité économique au niveau local, à la faveur de l'existence d'une zone d'activités à Illizi, d'une autre en cours de réalisation dans la commune d'In-Amenas et d'une troisième projetée dans la wilaya déléguée de Djanet, en plus de créer des emplois, souligne-t-on à la DIM.

Reda A.

Syrie

Raids sur Idleb malgré la trêve, huit morts dont des civils

Les raids aériens se sont multipliés sur la province syrienne d'Idleb contrôlée par des rebelles et les jihadistes de Fateh al-Cham, faisant hier huit morts dont des civils et fragilisant davantage la trêve, selon une ONG.



Entrée en vigueur le 30 décembre, la trêve ne concerne pas Fateh al-Cham et l'autre groupe jihadiste Etat islamique (EI), selon les parrains russe et turc de l'accord. Mais de puissants groupes rebelles sont alliés à Fateh al-Cham ce qui complique son application.

Le cessez-le-feu doit ouvrir la voie à des négociations entre rebelles et régime prévues le 23 janvier au Kazakhstan pour tenter de trouver une solution au conflit où sont impliqués de multiples acteurs et qui a fait plus de 310.000 morts en près de six ans.

La province d'Idleb (nord-ouest) est la cible des avions du régime syrien et de

son allié russe mais aussi de celle la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis qui concentre ses frappes sur Fateh al-Cham, ex-branche syrienne d'al Qaïda.

Depuis vendredi soir, les frappes se sont multipliées sur plusieurs localités de la province, accompagnées de bombardements à l'artillerie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Samedi, «huit personnes, la plupart des civils, ont péri dans des raids sur la ville de Maaret Masrine menés soit par l'aviation syrienne soit par celle de la Russie», dans le nord d'Idleb, a précisé l'ONG. La veille, trois civils membres d'une même famille, dont un enfant, ont été

tués et des dizaines blessés, y compris des membres de la défense civile, dans des bombardements sur d'autres secteurs de la province.

Les raids aériens et les tirs d'artillerie ont également touché des régions sous contrôle rebelle dans les provinces d'Alep (nord) et de Hama (centre), selon l'Osdh.

Les violences ont baissé d'intensité après le début de l'application de la trêve, mais elles n'ont pas cessé. Et chaque partie accuse l'autre de violations, mais aucune d'entre elles ni les parrains n'ont été jusqu'à proclamer l'échec du cessez-le-feu.

«La poursuite de la mort des civils dans les bombardements prouve que la trêve ne tient plus dans les faits», a dit

Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Osdh.

Près de Damas, le front de Wadi Barada était toujours calme samedi après un accord entre gouvernement et rebelles qui a permis le début des travaux pour rétablir l'alimentation en eau de la capitale syrienne, coupée depuis trois semaines.

Des techniciens gouvernementaux sont entrés la veille dans le secteur de Wadi Barada qui alimente Damas en eau et commencé à travailler sur les infrastructures. Ils évaluent les dommages avant de procéder aux réparations et de rétablir l'approvisionnement en eau, a dit samedi une source du gouvernement de Damas.

AFP

Mahmoud Abbas

L'année 2017 doit être celle de la justice pour le peuple palestinien

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a souhaité samedi, à la veille de la conférence internationale sur le Proche-Orient de Paris, que l'année 2017 soit celle de la justice, de la paix et de la liberté pour le peuple palestinien.

«Après 70 ans d'exil et 50 d'occupation, 2017 doit être l'année de la justice, de la paix et de la liberté pour notre peuple», a-t-il affirmé dans une interview au quotidien français Le Figaro, estimant que la rencontre de Paris est «la dernière chance pour la solution des deux Etats».

«Nous aimerions que cette conférence accouche d'un mécanisme international assorti d'un calendrier pour conduire les négociations et mettre en oeuvre l'accord qui en résultera, avec l'objectif de mettre fin à l'occupation y compris à (al-Qods)-Est. Il doit s'appuyer sur le droit international, les résolutions des Nations unies et la vision de deux Etats sur la base des frontières de 1967», a expliqué le président de l'Autorité palestinienne qui sera présent à la conférence.

Pour lui, la reconnaissance de l'Etat palestinien est un droit que les Palestiniens ont constamment réclamé, rappelant qu'à ce jour, «138 Etats ont reconnu la Palestine et les opinions publiques appellent à suivre le mouvement dans bien d'autres pays».

Au sujet de la reprise des négociations avec Israël, gelées depuis 2014,

Mahmoud Abbas a considéré qu'il ne sert à rien de négocier de nouveaux accords. «Si ceux qui ont été conclus il y a plus de 20 ans ne sont pas mis en oeuvre».

«Si vous n'êtes pas capables d'arrêter la colonisation, comment allez-vous me faire croire que vous démantèlerez les colonies dans le cadre d'un accord sur le statut final ? Réalisez-vous le sens de ces constructions pour les Palestiniens», s'est-il interrogé, soulignant qu'il ne s'agit pas seulement de nouveaux logements pour les colons, «mais aussi d'un vol des ressources naturelles, d'humiliations quotidiennes et d'un déni de nos droits humains et nationaux».

A une question sur la promesse du président américain élu Donald Trump de transférer son ambassade à al-Qods, le président de l'Autorité palestinienne a estimé que «ce geste priverait les Etats-Unis de toute légitimité à jouer un rôle dans la résolution du conflit et réduirait à néant la solution des deux Etats».

«Plusieurs options s'offriraient alors à nous, et nous en discuterions avec les pays arabes. Revenir sur notre reconnaissance de l'Etat d'Israël est l'une d'elles. Mais nous espérons ne pas avoir à en arriver là et qu'au contraire, nous pourrions travailler avec la prochaine Administration américaine» a-t-il indiqué.

Reda A.

Yémen

Un chef d'Al Qaïda tué par l'aviation américaine

Abd al Ghani al Rasas, l'un des chefs d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), a été tué dimanche au Yémen par l'aviation américaine, annonce vendredi le Pentagone dans un communiqué.

Le raid aérien a eu lieu dans un secteur isolé du gouvernorat d'Al Baïda, précise-t-il.

Aqpa, considérée comme la branche la plus active d'Al Qaïda, a notamment revendiqué la tuerie du 7 janvier 2015 dans les locaux de *Charlie Hebdo*, à Paris.

Reuters

Combats à l'université de Mossoul

Substances chimiques découvertes

De violents affrontements étaient en cours samedi, pour la deuxième journée consécutive, entre des unités spéciales de l'armée irakienne et les djihadistes de l'Etat islamique sur le campus de l'université de Mossoul, ont fait savoir des officiers.

«Il y a toujours des combats. Nous avons pénétré dans l'université et dégagé l'institut de technologie, ainsi que les départements d'études dentaires et des antiquités», a dit à Reuters le lieutenant Abdelwahab al Saadi, du Service anti-terroriste, assurant que «dans les heures qui viennent, la totalité des lieux sera libé-

rée». Les forces irakiennes ont découvert sur les lieux des substances chimiques utilisées par l'EI pour fabriquer des armes, a dit un autre officier, Sami al Aridhi.

Selon les Nations unies, les djihadistes se sont emparés dans l'université de matériaux nucléaires destinés à la recherche scientifique, lors de la chute de Mossoul à la mi-2014. L'Etat islamique a par ailleurs déjà utilisé du gaz moutarde lors de plusieurs attaques, en Irak et en Syrie, selon des habitants, des ONG des droits de l'homme et les autorités américaines. A Mossoul, reprendre l'université

serait un gain stratégique essentiel qui permettrait aux forces spéciales irakiennes de progresser plus vite en direction du Tigre, d'où elles pourraient ensuite lancer des attaques contre la partie ouest de la ville, toujours aux mains de l'EI.

Des civils - peut-être jusqu'à 30 - ont péri jeudi dans un raid aérien qui a visé un quartier de Mossoul aux mains de l'Etat islamique, ont déclaré vendredi soir des habitants. Ces habitants ont dit avoir vu au moins trois missiles frapper le quartier d'Al Djadida, dans la partie ouest.

Reuters



AFRICAINES

Côte d'Ivoire

Accord entre mutins et gouvernement

Un accord final a été trouvé vendredi soir entre des militaires mutins et le gouvernement ivoirien, au terme d'une journée de tension émaillée de tirs dans des casernes à travers le pays qui a vu les négociations traîner en longueur.



"Un accord a été trouvé à Bouaké (centre) entre le chef d'état-major, le ministre de la Défense et les militaires" mutins, a affirmé une source proche de la présidence à l'AFP. Sur place, les militaires mutins ont laissé éclater leur joie. "Nous sommes contents. On a trouvé un accord", ont affirmé plusieurs soldats à l'AFP, sans vouloir révéler le contenu de celui-ci.

"Les militaires ont accepté de rentrer dans les casernes et les tirs ont cessé pour cette raison à Bouaké", a affirmé une source locale dans la deuxième ville du pays, épice de la crise, où avaient lieu les négociations entre les mutins et le ministre de la défense Alain-Richard Donwahi.

Selon cette source, les mutins ont obtenu une prime de 5 millions de francs CFA (7.622 euros).

Les soldats s'étaient rebellés la semaine dernière à Bouaké et le mouvement avait fait tache d'huile, avec des tirs de solidarité dans le pays. La même situation s'est reproduite vendredi

alors que le ministre s'était rendu à Bouaké pour finaliser un accord annoncé samedi dernier. Mais les discussions se sont avérées plus complexes que prévues et le ministre, arrivé sur place à 14h00 (locale et GMT), n'est sorti de la table de négociations que vers 22h00.

La tension est montée tout au long de la journée, certains craignant que le ministre soit pris en otage et que le pays bascule dans une mutinerie généralisée.

Le ministre a quitté Bouaké par les airs en fin de soirée et il n'y a pas eu de victimes.

En début de soirée, les mutins, visiblement mécontents, avaient repris le contrôle des accès à Bouaké, après avoir ordonné vers 17h en tirant en l'air aux nombreux journalistes présents de quitter les environs de la résidence du préfet, théâtre des négociations.

Ils avaient auparavant dispersé dans la matinée, en tirant en l'air également, des manifestants qui scandaient notamment "On a faim, on veut travailler!".

Des tirs sporadiques étaient régulièrement audibles tout au long de la journée et de la soi-

rée. Comme la semaine dernière, plusieurs autres casernes dans le pays avaient pris le relais.

De nombreux coups de feu ont ainsi été tirés vendredi dans la caserne d'Akouedo, le plus grand camp militaire d'Abidjan, mais aussi à Odienné (nord-ouest) et à Bondoukou (centre-est).

Dans la nuit de mercredi à jeudi, puis jeudi matin, les militaires avaient tiré en l'air à Bouaké pour "mettre la pression". "Nous attendons notre argent", avait déclaré l'un des mutins.

Ces revendications des mutins, dont beaucoup sont d'anciens rebelles, marquaient le retour d'un problème récurrent dans un pays sorti en 2011 de 10 ans de rébellion, dont Bouaké, ville de 1,5 million d'habitants, fut la capitale.

De source proche du dossier, ils réclamaient notamment environ 10 millions de francs CFA par personne (15.245 euros), un montant jugé "complètement déraisonnable" par une autre source militaire.

Avec les 5 millions obtenus selon la source locale, les mili-

taires vont recevoir une somme qui avoisine certaines de leurs premières revendications. Le montant est très important si on le compare au niveau de vie des 20 millions d'Ivoiriens, dans un pays où les revenus des classes sociales basses ne dépassent souvent pas 100.000 F CFA mensuels (152 euros).

Reste à savoir comment sera financée la promesse, alors que le gouvernement fait face à une grève des fonctionnaires qui réclament aussi des augmentations salariales et refusent la réforme des retraites engagée en 2016.

En novembre 2014 déjà, une vague de protestation de soldats était partie de Bouaké et s'était également étendue à Abidjan et d'autres villes.

La rébellion du Nord, qui coupa la Côte d'Ivoire en deux de 2002 à 2011, était favorable à l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara, en fonction depuis 2011. Le Sud était tenu par les forces loyales de l'ex-président Laurent Gbagbo, au pouvoir de 2000 à 2011.

La Côte d'Ivoire a mis en route en 2016 une ambitieuse loi de programmation militaire jusqu'en 2020. Elle prévoit la modernisation et des achats d'équipements pour 1,2 milliard d'euros et une refonte des effectifs.

L'armée ivoirienne - 22.000 hommes au total - compte trop de gradés. Beaucoup de ces gradés sont des anciens rebelles intégrés après la crise. Les autorités cherchent à les inciter à quitter les forces armées pour tourner définitivement la page d'une décennie d'instabilité.

Par ailleurs, le pays a achevé mercredi une réorganisation politique. Le président a nommé mardi l'ancien Premier ministre Daniel Kablan Duncan comme vice-président, poste nouvellement créé après le référendum constitutionnel de novembre, et Amadou Gon Coulibaly, ex-secrétaire général de la présidence, comme nouveau Premier ministre.

AFP

Centrafrique

Le président Touadéra réclame de l'aide pour «prévenir le pire»

Le président de la Centrafrique Faustin-Archange Touadéra s'est alarmé de la situation humanitaire dans son pays ravagé par la guerre, demandant 21,5 millions de dollars pour aider le programme alimentaire mondial (PAM) "à prévenir le pire".

"Le PAM a besoin de 21,5 millions de dollars pour être en mesure de prévenir le pire. Je joins ma voix à la sienne pour appeler les bailleurs ainsi que toutes les bonnes volontés à nous aider à mobiliser cette somme qui permettra de sauver des milliers de vies centrafricaines", écrit le président Touadéra dans un communiqué daté de jeudi.

"Le PAM a récemment annoncé qu'à partir de la fin du mois de janvier, si rien n'est fait, il cessera d'apporter une assistance à des milliers de personnes qui ne doivent leur survie qu'à cette aide. L'heure est donc grave car plus de 400.000 personnes dont 140.000 déplacés et 9.900 réfugiés risquent d'en pâtir", a ajouté le président Touadéra dans son communiqué relayé vendredi par le bureau des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha).

"Une flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité pourrait entraîner un embrasement dont la Centrafrique n'a pas besoin", a-t-il souligné, rappelant que "la recrudescence de la violence exacerbée par les groupes armés, depuis septembre 2016" a provoqué 70 000 nouveaux déplacés.

La communauté internationale a promis plus de deux milliards d'euros pour aider la Centrafrique lors d'une conférence des donateurs à Bruxelles en novembre 2016.

Le pays, qui compte 4,5 millions d'habitants, a basculé dans le chaos en 2013 avec le renversement du président François Bozizé par la rébellion Séléka défendant la minorité musulmane, entraînant une contre-offensive des groupes anti-Balakas majoritairement chrétiens.

L'opération militaire française Sangaris (décembre 2013-octobre 2016) puis la Mission des Nations unies (Minusca, quelque 12.500 hommes) ont permis l'élection début 2016 du président Touadéra.

L'autorité de l'Etat peine cependant à s'exercer au-delà de la capitale Bangui. Dans l'intérieur du pays, des groupes armés continuent de se battre ou de menacer les civils pour le contrôle du bétail ou des diamants.

Trois Casques bleus ont été tués début janvier 2013.

AFP

Soudan

Barack Obama allège les sanctions économiques

Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi la levée de certaines sanctions économiques contre le Soudan, relevant des avancées "positives" de la part de Khartoum au cours des six derniers mois, une décision qui a provoqué la colère des ONG.

Le président soudanais Omar el-Béchir est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour des accusations de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour.

Dans un courrier adressé au Congrès et rendu public par la Maison Blanche, M. Obama, qui cèdera la place au républicain Donald Trump dans une semaine, souligne en particulier la coopération de Khartoum avec Washington pour "répondre aux conflits régio-

naux et à la menace du terrorisme".

Il met aussi en exergue "une réduction marquée des activités militaires qui ont culminé dans un engagement à maintenir la cessation des hostilités dans les zones de conflit" et des efforts pour améliorer l'accès humanitaire à travers le pays.

Cette décision, qui ne remet pas en cause la présence du Soudan sur la liste américaine des "Etats soutenant le terrorisme", prendra effet dans six mois, un délai qui vise "à encourager le gouvernement du Soudan à poursuivre ses efforts", précise l'exécutif américain.

"Le Soudan est devenu un partenaire important pour contrer le groupe Etat islamique et d'autres menaces terroristes régionales", a souligné Mark Toner, porte-parole du départe-

ment d'Etat. Khartoum a immédiatement salué cette décision, évoquant le résultat "d'efforts communs et d'un dialogue long et sincère".

En novembre, Washington avait prolongé d'un an ses sanctions à l'encontre de Khartoum, mais sans exclusion de les lever à n'importe quel moment si ce pays d'Afrique réalisait des progrès.

Le Soudan est depuis 1997 sous embargo commercial des Etats-Unis qui l'accusaient alors de soutenir des groupes islamistes armés. Le défunt fondateur et chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, était basé dans la capitale soudanaise entre 1992 et 1996. Par la suite, les Américains ont dénoncé la politique du pouvoir soudanais dans le conflit qui l'oppose à des minorités rebelles, notamment dans la région occi-

dentale du Darfour. Les relations se sont améliorées ces dernières années, le secrétaire d'Etat John Kerry ayant rencontré à deux reprises son homologue soudanais, tandis que l'émissaire américain pour le Soudan et le Soudan du Sud, Donald Booth, s'est rendu plusieurs fois à Khartoum.

Le conflit au Darfour depuis 2003, qui a fait 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés selon l'ONU, reste un sujet sensible entre les deux pays.

En septembre 2015 et en septembre 2013, le département d'Etat n'avait pas accordé de visa au président Omar el-Béchir pour l'Assemblée générale de l'ONU à New York en raison du mandat d'arrêt émis par la CPI.

L'organisation Human Rights Watch a vivement réagi à l'initiative du président démocrate, une

semaine avant son départ du pouvoir, dénonçant une décision "inexplicable".

"Le gouvernement du Soudan n'a fait aucun progrès sur un ensemble de critères essentiels", a estimé Leslie Lefkowitz, en charge de l'Afrique au sein de l'ONG, citant en particulier "la poursuite de ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour" et "la répression des voix indépendantes". "Au lieu d'utiliser son pouvoir pour exiger de réelles réformes qui profiteraient aux citoyens soudanais, l'administration Obama envoie le pire message possible au Soudan et autres gouvernements répressifs: si vous coopérez sur l'anti-terrorisme, tous vos abus de pouvoir, y compris ceux de votre président, seront ignorés", a-t-elle ajouté.

AFP

La folie de fin de règne à Washington



«Jamais à Washington n'a-t-on vu un parti au pouvoir si incapable d'accepter l'alternance, si vindicatif, si avide de trouver des boucs émissaires» - la journaliste Diana Johnstone fait le point sur les derniers jours des démocrates au pouvoir.

Par Diana Johnstone

En 2016, le Parti de guerre étatsunien était sûr de pouvoir poursuivre sa politique habituelle d'hégémonie mondiale avec l'élection à la Présidence de sa candidate, Hillary Clinton. Face à sa défaite inattendue, déchirante, inacceptable, le Parti de guerre dans son désarroi s'est mis à mimer sa propre caricature de «l'ennemi», la Russie – grande nation qu'Obama qualifie bizarrement de «petite». Son dépit est sans limites.

Pour Hillary Clinton, l'élimination du «dictateur» Khadafi fut son plus grand succès et devait la qualifier pour la présidence grâce au succès de sa «stratégie de changement de régime». Ses emails révélés par le FBI sont la preuve de cette attente. Hillary avait adopté avec enthousiasme la politique des néoconservateurs et des interventionnistes libéraux prônant le renversement de gouvernements qui manquaient de respect pour la seule superpuissance, nation exceptionnelle, indispensable et unique leader du monde. L'impertinence de Vladimir Poutine, ouvertement en faveur d'un «monde multipolaire», l'a hissé à la première place dans la liste des méchants. Il est promu «dictateur» et «menace existentielle» aux yeux de la nation exception-

nelle, cible numéro un du changement de régime. Mais dans un drôle de renversement, Hillary Clinton et ses partisans politiques et médiatiques s'accordent pour attribuer sa défaite à un complot mené par Vladimir Poutine visant à changer le régime aux Etats-Unis. On dirait un cas classique de projection psychologique, poursuivie au niveau institutionnel. Ce que Hillary rêvait de faire à Poutine, Poutine l'aurait fait à Hillary. En conformité avec cette projection, l'essentiel de ce qui s'appelle «la gauche» aux Etats-Unis se comporte comme Hillary espérait voir se comporter les Russes, en allant dans les rues pour montrer leur «résistance au dictateur» – sauf que le dictateur est le président élu des Etats-Unis, Donald Trump.

Cette prétendue gauche est trop absorbée à proclamer sa résistance héroïque à la prochaine dictature pour remarquer les mesures dictatoriales en train d'être mises en place par le régime sortant. A commencer par la stigmatisation des opinions contraires, accusées d'être propagande de l'ennemi. Les multiples efforts, souvent réussis, du gouvernement américain pour renverser les gouvernements d'autres pays sont notoires et bien documentés. Les moyens des Etats-Unis sont connus et visibles, contrairement aux moyens que Poutine aurait employés pour faire élire Trump. Ceux-ci seraient invisibles, flottant quelque part dans le cyberspace. Il s'agirait du piratage de communications électroniques, pratiqué à grande échelle par les agences du gouvernement américain, ainsi que révéla Edward Snowden.

On accuse le perfide Poutine d'avoir fait pirater les conversations internes du comité national du parti démocrate montrant que les dirigeants du parti avaient trompé l'opinion afin de faire perdre la nomination à Bernie Sanders, grand rival de Hillary Clinton. En tant que «secret d'état»,

ce bavardage politicien n'est pas exactement l'équivalent des plans du prochain supermissile du Pentagone. Et l'on n'a ni les preuves convaincantes de l'implication russe dans ce supposé espionnage, ni les preuves que c'est cela qui aurait causé la défaite de Mme Clinton. Mais le soupçon répété en continu par les grands médias et les autorités de l'Etat suffit pour motiver Obama à imposer de nouvelles sanctions contre la Russie et à expulser une trentaine de diplomates et leurs familles.

Pour divertir l'attention du contenu des emails incriminés, les organes de presse du régime, *The Washington Post* et *The New York Times*, ont diffusé avec zèle l'accusation selon laquelle la débâcle électorale fût causée par des «fausses nouvelles» répandues par Internet, le grand rival montant de la presse écrite, en déclin accéléré. Ainsi on annonça la chasse aux «fausses nouvelles», les sorcières de l'âge informatique.

Dans ce but, le 23 décembre, le Président Obama a signé une loi de programmation qui inclut une provision stipulant la création d'un véritable ministère de la Vérité, appelé «Global Engagement Center» — nom légèrement totalitaire par ses connotations. Attribuant ainsi au Pentagone l'autorité de décider entre le «vrai» et le «faux», la loi précise que le but du nouveau Centre serait de «synchroniser les efforts gouvernementaux pour reconnaître, comprendre, exposer et agir contre les efforts de propagande et de désinformation, menés par des Etats étrangers ou des entités non-étatiques, visant à saper les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis.»

L'origine de cette mesure se trouve dans l'affirmation largement diffusée sans preuve que Vladimir Poutine aurait réussi à détourner le fonctionnement de l'élection présidentielle américaine en employant des «fausses nouvelles» non-identifiées.

Ayant bombardé, envahi et ruiné l'Irak dans le but d'éliminer des «armes de destruction massive» inexistantes, le Pentagone est particulièrement qualifié pour ce rôle de traquer les inexactitudes. La loi autorise des subventions destinées aux «médias locaux indépendants» qui «réfument la désinformation et la manipulation étrangère». Il s'agit là d'une invitation ouverte à qui veut se faire rémunérer en propageant la ligne officielle de créer un «media local indépendant» suffisamment orthodoxe pour mériter une subvention. Evidemment, avec cette pratique, le mot «indépendant» rejoindra le vocabulaire orwellien des contresens.

C'est un drôle d'aveu d'impuissance que de considérer que la libre circulation de l'information, qui forcément comporte des erreurs et des mensonges, soit une menace pour la «sécurité nationale» du pays le plus armé de toute l'histoire.

C'est étrange aussi d'introduire une telle loi à la veille de la prise du pouvoir par le candidat accusé d'avoir été élu précisément grâce aux «fausses informations» d'origine russe que la loi est censée combattre. C'est donc une loi adoptée par le président sortant contre son successeur, surtout si celui-ci travaille pour améliorer les relations avec la Russie. Mais le nouveau Président, une fois au pouvoir, qu'en fera-t-il ?

Jamais à Washington n'a-t-on vu un parti au pouvoir si incapable d'accepter l'alternance, si vindicatif, si avide de trouver des boucs émissaires, si prêt à violer toutes les bienséances démocratiques et diplomatiques, si prêt à pratiquer la politique de la terre brûlée, même aux dépens de ces «valeurs» dont il se proclame le défenseur indispensable, à commencer par la liberté d'expression ?

On a toute raison de souhaiter que la folie de l'année 2016 cède la place à un peu de bon sens en 2017.

D. J.

Allemagne : le Vert Joschka Fischer veut un réarmement national



Tous ceux qui veulent savoir ce que pensent les milieux politiques en Allemagne devraient lire les chroniques de l'ancien dirigeant des Verts, Joschka Fischer.

Par Peter Schwarz

Cet ancien anarchiste et combattant des rues qui doit sa carrière aux Verts et qui, en tant que ministre des Affaires étrangères, a supervisé les premières missions de la Bundeswehr (armée allemande) à l'étranger, ne s'est jamais illustré par une opinion indépendante. Il fournit cependant un instrument précis pour mesurer les tendances politiques. Il laisse flotter son drapeau au gré du vent avant même que les autres aient senti qu'il tourne.

Depuis longtemps, Fischer s'exprime au nom de la section de la bourgeoisie allemande qui estime qu'une Union européenne (UE) forte et une alliance militaire étroite avec les États-Unis dans le cadre de l'Otan sont indispensables. La coalition entre le parti social-démocrate (SPD) et les Verts s'était effondrée prématurément en 2003, essentiellement en raison du rejet par Fischer de l'étroite relation qui existait entre le chancelier Gerhard Schröder (SPD) et le président russe Vladimir Poutine.

Il est d'autant plus remarquable que Fischer réclame maintenant une « option de sécurité sur la base de l'État-nation » en remettant en cause l'avenir de l'Otan. Il conclut d'un éventuel rapprochement entre Moscou et Washington sous le nouveau président américain Donald Trump, que l'Allemagne devrait moderniser massivement son armée et ce indépendamment de l'UE et, dans la mesure du possible, en coopération avec la France.

Il a publié lundi dans le *Süddeutsche Zeitung* la « Vue [d'un observateur] externe » en l'intitulant « L'agenda de l'Europe pour 2017 : coincée entre les présidents Poutine et Trump, l'UE ne peut rester une « puissance douce » ». Il

qualifie l'arrivée au pouvoir de Trump le 20 janvier de « moment décisif » pour l'Europe qui secouera profondément l'UE. Il a esquissé un scénario dans lequel le président russe Vladimir Poutine et Trump tentent « de déstabiliser l'UE en soutenant les forces et les mouvements nationalistes parmi ses États-membres. »

Ce qui a des conséquences d'une portée encore plus considérable pour l'UE, a dit Fischer, c'est « l'annonce du nouveau président américain de revoir la garantie de sécurité pour l'Europe et de placer les relations des États-Unis avec la Russie sur une nouvelle base. » Si cela se faisait au détriment de l'Otan, cela changerait radicalement la situation de sécurité pour l'Europe. »

Certes, Fischer conseille de « sauvegarder dans la mesure du possible l'acquis obtenu par l'UE et l'Otan » mais poursuit en disant : « parallèlement, l'UE devrait trouver une seconde option de sécurité sur la base des États-nations. L'UE elle-même est fondée sur une puissance douce : elle n'a pas été conçue pour garantir la sécurité européenne et n'est pas positionnée dans sa forme actuelle pour affronter un défi en matière de pouvoir politique fort. »

En tant que Vert, Fischer drape son appel au réarmement militaire dans un discours sur la préservation de la paix. Si l'Europe veut « une paix durable » alors « il faut d'abord s'assurer qu'elle est prise au sérieux », écrit-il. Ce n'est « absolument pas le cas aujourd'hui ». C'est pourquoi l'Europe, « à l'époque Trump et au-delà de la garantie de sécurité américaine, doit renforcer substantiellement ses propres capacités [militaires] ». Fischer préconise donc un effort conjoint de la France et de l'Allemagne : « D'autres pays comme l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne et la Pologne auront également un rôle à jouer, mais la France et l'Allemagne sont indispensables ». Il doit cependant aussi admettre que de nombreux diplomates considèrent que les divergences entre l'Allemagne et la France sur les questions militaires sont infranchissables. Il espère toutefois que, sous la pression de Trump et de Poutine, Berlin et Paris trou-

veront un compromis. En dernière analyse, sa proposition équivaut à un renforcement massif du militarisme allemand. En cela Fischer n'est pas seul, comme le montre la réaction allemande aux accusations de piratage des États-Unis contre la Russie. Bien que le renseignement américain n'a jusque-là pas avancé de preuve factuelle soutenant ses allégations selon lesquelles le gouvernement russe a influencé les élections américaines, les médias allemands appuient ce qu'ils qualifient de fait incontestable. L'hystérie anti-russe qui règne en Allemagne est également en train de prendre des proportions grotesques. Il est significatif de noter que l'édition du *Süddeutsche Zeitung* qui contient la rubrique de Fischer porte le titre : « Berlin craint les hackers russes ».

La classe dirigeante américaine est actuellement affectée par un féroce conflit au sujet de la future orientation de la politique étrangère. Tandis que le président sortant Obama et des sections de l'appareil de sécurité veulent escalader la confrontation avec la Russie, Trump et ses partisans considèrent la Chine comme leur adversaire prioritaire.

Dans ce conflit, les médias allemands se sont largement rangés du côté d'Obama. Alors que durant le conflit sur l'Ukraine, certains avaient mis en garde contre une escalade de la confrontation avec la Russie, en ce qui concernait les intérêts économiques de l'Allemagne. Ces derniers craignent maintenant un rapprochement entre Washington et Moscou aux dépens de l'UE et surtout de l'Allemagne.

Ils réagissent en intensifiant la campagne pour la résurgence du militarisme allemand, qui a débuté il y a trois ans lorsque le président allemand Gauck, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et la ministre de la Défense Ursula von der Leyen avaient proclamé la « fin de la retenue militaire (allemande) ». Le retour du militarisme va de pair avec un réarmement massif de la police et des services de surveillance de l'État dans le but de réprimer toute opposition sociale et politique. Dans les deux cas, les Verts jouent un rôle de premier plan.

P. S.

Kerry réaffirme les liens avec le Vietnam

■ Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a défendu vendredi au Vietnam, lors de sa dernière visite dans une région considérée comme stratégique par Washington, la politique asiatique de l'ère Obama, menacé par l'arrivée prochaine du président Donald Trump. Pendant huit ans, ce pays d'Asie du Sud-Est a été au centre de la stratégie de « rééquilibrage » ou « pivot » vers l'Asie-Pacifique de la politique étrangère de Washington visant à contrer l'influence de la Chine dans la région.

Et la pièce majeure de cette politique est la signature du traité de libre-échange transpacifique (TPP), entre des pays riverains du Pacifique. Un accord aujourd'hui remis en cause par le président élu Donald Trump. Ce dernier, qui a multiplié les attaques contre la mondialisation pendant la campagne, a promis d'engager, dès le premier jour de son mandat, le retrait des Etats-Unis du TPP. Un accord « terrible » qui « viole » les intérêts des travailleurs américains selon ses mots.

« Aujourd'hui, ce n'est pas un secret que de dire que l'avenir du Partenariat Transpacifique est incertain », a reconnu John Kerry à Ho Chi Minh Ville (ex-Saïgon), la capitale économique du Vietnam. « Je ne peux pas prédire ce que la nouvelle administration américaine va réellement faire en matière de commerce mais je peux vous dire que les raisons du TPP n'ont pas changé », a-t-il ajouté. Il a notamment insisté sur le fait que le libre-échange permettait des emplois et que « les politiques commerciales protectionnistes ne fonctionneraient pas ».

Pour sa quatrième et dernière visite dans le pays en tant que secrétaire d'Etat, l'ancien combattant de la guerre du Vietnam a aussi choisi de faire de ce séjour un rendez-vous personnel. Après des rencontres officielles à Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, il se rendra à Ca Mau, sur les lieux d'une embuscade à laquelle il a participé en 1969. Très marqué par son service au Vietnam (1967-1970), comme commandant d'un bateau-patrouilleur, John Kerry est revenu bardé de médailles, mais aussi transformé en grand sceptique de l'interventionnisme militaire à tout crin. Les Etats-Unis et le Nord-Vietnam se sont affrontés militairement pendant une décennie dans un conflit qui a pris fin en 1975 par la réunification du Vietnam. Les millions de morts côté vietnamien et les dizaines de milliers de soldats américains tués ont traumatisé les deux nations.

Encore des défis

En août 2015, John Kerry avait salué à Hanoï le « voyage vers la réconciliation » des deux pays, concrétisé par le renforcement des liens économiques et la levée totale de l'embargo sur les armes, en mai dernier. Au cours des dernières années, le commerce entre les deux pays a triplé et les investissements américains dans ce pays de 90 millions d'habitants en pleine croissance ont fortement progressé.

« La visite de Kerry souligne l'importance du Vietnam dans la politique américaine en Asie », a estimé Jonathan London, analyste indépendant. « Ravi d'être de retour au Vietnam », John Kerry a rapidement évoqué les droits de l'homme dans ce pays communiste à parti unique après une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Bui Thanh Son et le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc. « Il y a eu beaucoup de progrès, mais il y a encore des défis comme vous le savez », a-t-il expliqué en réponse à une question d'un journaliste.

Dirigé par un gouvernement communiste depuis la réunification, le Vietnam est régulièrement dénoncé pour sa répression de toute opposition politique. Des dizaines de dissidents sont toujours derrière les barreaux. Comme à chaque visite au Vietnam, John Kerry a également évoqué les tensions en mer de Chine méridionale où Pékin a une posture offensive. Washington est toujours resté neutre sur ce dossier tout en insistant sur le respect de la liberté de navigation. Mais cette semaine, le secrétaire d'Etat américain nommé par Donald Trump, Rex Tillerson, a menacé d'interdire au géant asiatique l'accès à des îlots disputés de mer de Chine méridionale - ce qui supposerait un blocus inédit.

AFP

Etats-Unis

La police de Chicago coupable d'usage abusif de la force



Les abus policiers sont récurrents à Chicago, la troisième ville des Etats-Unis. C'est ce que conclut, vendredi 13 janvier, une retentissante enquête fédérale qui vise le Chicago Police Department. Gangrénée par la criminalité, Chicago a enregistré plus de 760 meurtres en 2016.

Cette enquête a été lancée le 7 décembre 2015, à la suite de l'homicide d'un adolescent noir par un policier blanc en 2014. Laquan McDonald, 17 ans, avait été abattu de seize balles alors qu'il marchait au milieu d'une rue. Les autorités de Chicago avaient attendu plus

d'un an avant de rendre publique la vidéo montrant le déroulement de cette bavure. Celle-ci avait provoqué une onde de choc et entraîné le renvoi du chef de la police alors en fonction.

Ce rapport a été dévoilé dans la métropole du nord des Etats-Unis par la ministre de la Justice Loretta Lynch, une juriste noire qui a favorisé des enquêtes sensibles visant les forces de l'ordre américaines sous le deuxième mandat de Barack Obama.

«Le ministère de la Justice a conclu qu'il existait de bonnes raisons de penser que la police de Chicago a recours de façon récurrente à un usage excessif de la force, en violation de la Constitution», a déclaré Loretta Lynch. «Notre enquête a démontré que ces pratiques s'expliquaient en bonne partie par de graves déficiences en matière de formation et de responsabilité», a poursuivi la

ministre.

«Des conduites discriminatoires» et un «code de silence»

Cette force excessive est parfois létale, a précisé Vanita Gupta, responsable des droits civiques au ministère de la Justice américain. «Par exemple, tirer sur quelqu'un qui ne présente pas de danger immédiat ou neutraliser avec un pistolet électrique Taser une personne qui refuse de se conformer à un ordre verbal», a indiqué Vanita Gupta. Ce rapport dénonce également un «code de silence» en vigueur chez les policiers de Chicago. Il accuse aussi le Chicago Police Department d'avoir «toléré des conduites discriminatoires sur le plan racial, qui ont non seulement sapé la légitimité de la police mais également contribué aux recours à la force excessive».

France Tv Info

Trump renouvelle ses attaques contre Clinton

Donald Trump a renouvelé vendredi ses attaques contre Hillary Clinton, la déclarant «coupable à mort», au lendemain de l'annonce de l'ouverture d'une enquête sur l'intervention du FBI dans l'affaire des courriels de l'ex-secrétaire d'Etat pendant la campagne électorale.

La candidate démocrate a présenté cette initiative du directeur du FBI James Comey comme une des raisons de sa défaite à la présidentielle du 8 novembre face au milliardaire.

«Qu'est-ce que les gens de Hillary Clinton ont à se plaindre à propos du FBI? Avec les informations qu'il avait, elle n'aurait jamais dû être autorisée à se présenter - coupable à mort», a écrit Donald Trump sur Twitter.

«Ils ont été très gentils avec elle. Elle a perdu parce qu'elle a fait campagne dans les

mauvais Etats. Aucun enthousiasme!», a ajouté le président élu.

Donald Trump n'a cessé pendant sa campagne d'appeler à «jeter en prison» Hillary Clinton en l'accusant de conduite illégale dans l'affaire des courriels.

Le FBI avait annoncé dix jours avant l'élection présidentielle qu'il ouvrirait une enquête complémentaire sur l'usage par Clinton de sa messagerie personnelle lorsqu'elle était secrétaire d'Etat, pour déterminer si les courriels qu'elle avait adressés par ce moyen contenaient des informations confidentielles. La candidate démocrate avait alors nettement fléchi dans les sondages. Le FBI avait refermé le dossier deux jours avant le scrutin, affirmant que ces nouvelles investigations n'avaient rien changé à sa recommandation, formulée une

première fois en juillet, de ne pas engager de poursuites contre Hillary Clinton.

Les agences de maintien de l'ordre américaines, y compris le FBI, ne divulguent par tradition aucune information sur des enquêtes qui ne débouchent pas sur des inculpations pénales. Les critiques de la décision de James Comey ont également estimé que son initiative avait violé le Hatch Act, une loi de 1939 qui interdit aux employés du gouvernement d'interférer dans les campagnes électorales. Si l'enquête du département de la Justice révèle des preuves de mauvaise conduite, les responsables impliqués seront passibles de sanctions disciplinaires. Dans un communiqué, James Comey a assuré que la police judiciaire fédérale coopérerait pleinement avec le ministère.

Reuters

Espionnage

WhatsApp aurait une «porte dérobée» le rendant vulnérable

■ L'application de messagerie WhatsApp détenue par Facebook possède une porte dérobée (back-door) la rendant vulnérable à l'espionnage, a affirmé vendredi le quotidien britannique The Guardian.

Tobias Boelter, un chercheur en cryptographie et sécurité de l'université de Californie à Berkley, a expliqué au journal avoir découvert la présence d'une «porte dérobée» permettant d'avoir accès aux conversations cryptées du plus d'un milliard d'utilisateurs que compte WhatsApp, alors que ces conversations sont censées être protégées par le chiffrement de bout en bout.

Cette porte dérobée, affirme le Guardian, permet à WhatsApp de récupérer, lorsque les téléphones sont éteints, des messages cryptés envoyés mais pas encore lus. WhatsApp peut alors les déchiffrer et les envoyer à nouveau au destinataire qui n'est pas informé du changement de chiffrement. L'expéditeur est quant à lui prévenu seulement s'il a activé une option de sécurité.

Cette nouvelle opération de cryptage permet en pratique à WhatsApp d'intercepter et de lire les messages de ses utilisateurs, explique le Guardian.

M. Boelter estime donc que «si WhatsApp se voit demander par une agence gouvernementale de révéler ses messages archivés, il peut tout à fait donner accès (à ces archives) grâce aux changements dans les clés» de cryptage.

Un porte-parole de WhatsApp s'est défendu d'offrir «toute porte dérobée vers ses systèmes» et ajouté que WhatsApp «se battra contre toute demande de gouvernement réclamant la création d'une porte dérobée», selon un communiqué, cité par les médias.

Il a justifié la possibilité de forcer la génération de nouvelles clés de cryptage comme une facilité offerte à ses clients qui dans de nombreux pays changent fréquemment de carte Sim et d'appareil téléphonique, afin que leur messages ne soient pas perdus.

Steffen Tor Jensen, responsable de la sécurité et de la contre-surveillance digitale de l'Organisation européenne-bahreïnite pour les droits de l'Homme a vérifié les découvertes du chercheur américain, selon le Guardian.

«WhatsApp peut effectivement continuer de changer les clés de sécurité quand les téléphones sont hors ligne et renvoyer le message sans que les utilisateurs aient connaissance du changement» avant que celui-ci ait lieu, a-t-il dit, qualifiant le service de «plateforme extrêmement peu sûre».

Pour Kevin Bocek, stratège en chef en matière de sécurité chez Venafi, une société de cybersécurité, «il s'agit d'une faille très sérieuse. WhatsApp a besoin de connaître comment les clés sont protégées afin de sécuriser et de maintenir privées les communications de plus d'un milliard d'utilisateurs».

R. N.

Italie

Deux fois plus d'enfants seuls arrivés en 2016

Le nombre d'enfants seuls arrivés en Italie après avoir traversé la Méditerranée sur des embarcations de fortune a plus que doublé en 2016 par rapport à l'année précédente, indique l'Unicef vendredi. Environ 25.800 enfants seuls ont ainsi été enregistrés par les autorités italiennes, venant pour la plupart d'Érythrée, d'Égypte, de Gambie et du Nigeria. Si la majorité de cette catégorie de migrants sont des adolescents, l'Unicef note

une augmentation du nombre de jeunes filles qui entreprennent cette aventure. L'agence onusienne souligne que ces dernières sont vulnérables et risquent d'être victimes d'exploitation sexuelle.

«Ces chiffres montrent une tendance alarmante à une hausse du nombre d'enfants hautement vulnérables qui risquent leur vie pour venir en Europe», explique Lucio Melandri, chargé des situations d'urgence à

l'Unicef. «Les systèmes actuels ne permettent pas de protéger ces enfants qui se retrouvent seuls dans un environnement totalement étranger», ajoute-t-il, plaidant pour une réponse européenne coordonnée pour assurer leur protection. L'an passé, 181.000 migrants ont accosté sur les côtes italiennes après avoir traversé la Méditerranée, ce qui constituait un nombre record.

Reuters

Théâtre pour enfants

Nécessité d'une stratégie pour assurer une présence régulière sur la scène

Le théâtre pour enfants a plus que jamais besoin d'une stratégie étudiée qui devra le sortir du cadre événementiel pour lui assurer une présence régulière avec la mission d'extirper l'enfant de l'univers «virtuel» dans lequel il vit aujourd'hui, ont affirmé à l'APS, des présidents de troupes et compagnies théâtrales de Constantine.



L'engouement observé des enfants pour les spectacles proposés par les établissements culturels durant les récentes vacances scolaires d'hiver révèle la grande soif des potaches pour cette expression artistique, note le comédien et réalisateur Salah-Eddine Torki, président de la coopérative culturelle El Massil.

Des efforts non négligeables sont faits dans la ville des ponts suspendus pour donner cette continuité aux spectacles pour enfants avec une certaine multiplication des spectacles programmés au théâtre régional, à la Maison de la culture Malek Haddad et à la grande salle des spectacles Ahmed Bey, ajoute le même artiste qui considère que ces initiatives demeurent «insuffisantes» pour faire développer la pensée créative chez les enfants.

Université de Mostaganem

Vers la relance de la pratique théâtrale

Le département des arts de l'université Abdelhamid Benbadis de Mostaganem s'attelle à relancer la pratique théâtrale en milieu étudiant, a-t-on appris jeudi, de la responsable de ce département.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la manifestation dédiée au théâtre universitaire, organisée à Mostaganem, le Dr. Benhaouala Souheila a indiqué que «le département oeuvre à relancer et à redynamiser la pratique de l'art dramatique au sein du campus universitaire en programmant

Fort d'une carrière artistique de 25 ans, Salah-Eddine Torki reconnaît le caractère «difficile» du théâtre pour enfants tout en estimant que la curiosité excessive et l'inclination à la découverte sont des éléments-clés de la psychologie de l'enfant qui doivent être pris en compte lors de la phase d'écriture du texte de la pièce.

Pour le président de la coopérative culturelle El Massil qui a signé de nombreuses oeuvres dont *El Kenz oua El-Achkia ethalatha*, *Horour essarsour* et *Meftah el-marid*, il ne faut pas écarter du théâtre pour enfants le conseiller psychopédagogue appelé à s'exprimer sur les valeurs contenues par l'oeuvre et la pertinence de nombre de choix dont ceux relatifs à la langue et aux couleurs.

De son côté, Sami Nasri, président de l'association Essitar edhahabi pour les arts

et la culture, la production d'oeuvres théâtrales pour enfants demeure «infime» à Constantine faute d'une stratégie «claire» de promotion de la culture pour enfants qui sont une catégorie de public «difficile» et intransigeant qui réagisse immédiatement à la faiblesse d'un spectacle en en détournant l'attention.

La formation à l'écriture, fondamentale pour éviter la répétition

Le comédien dans un spectacle pour enfants doit avoir davantage de compétences que son homologue qui s'adresse à un public adulte car l'interprétation du rôle d'un personnage enfant est plus «laborieuse» que celle d'un personnage adulte, a

ajouté le même artiste.

Saluant les ateliers de formation lancés dernièrement par le Théâtre régional de Constantine, le même artiste a estimé que l'écriture théâtrale pour enfants est actuellement en crise faute de formation. Cette situation expliquerait, a-t-il noté, l'impression de déjà-vu qui se dégage des spectacles pour enfants souvent puisés du patrimoine populaire et de la littérature universelle.

Pour y remédier, Nasri préconise l'accroissement de l'intérêt pour la formation spécialisée pour les artistes versés dans le théâtre pour enfants.

Ecrire avec créativité une pièce pour enfants est tâche très ardue qui requiert de l'expérience et un vaste savoir au regard de spécificités de l'univers de l'enfant très différent de celui de l'adulte, note encore le même artiste.

Riad D.

Selon le DG de l'Office national pour la culture et l'information

Edition de quatre ouvrages sur le 4^{ème} art national

Quatre ouvrages dédiés au 4^{ème} art algérien seront édités dans le cadre de la 9^{ème} édition du Théâtre arabe Azzedine Medjoubi, a-t-on appris, jeudi à Oran, du DG de l'Office national pour la culture et l'information (Onci), Lakhdar Benturki.

L'édition de ces ouvrages, a indiqué à l'APS M. Benturki, se fera dans le cadre d'un accord entre son établissement et l'Instance arabe du théâtre, initiatrice de cette 9^{ème} édition du festival qui se déroule simultanément à Oran et Mostaganem.

Avant la clôture de ce festival, prévu le 19 du mois en cours, un premier ouvrage sera présenté aux participants et à la presse, a précisé le même responsable.

Il s'agit d'un travail regroupant les biographies des personnalités du 4^{ème} art algérien disparus qu'il s'agisse des membres de la glorieuse troupe artistique du FLN ou des artistes de la période postindépendance.

Ce premier ouvrage contiendra des notices biographiques de tous ces artistes donnant des informations sur leurs parcours artistiques, leurs noms véridiques et d'artistes ainsi que toutes leurs oeuvres dramatiques. L'objectif étant de braver les projecteurs sur ces figures artistiques peu connues ou oubliées et de mettre en exergue leurs contributions à la naissance et au développement de l'art scénique algérien, a-t-on indiqué.

Un autre titre sera également édité et dédié au théâtre algérien. Il est l'oeuvre du défunt auteur et critique Salah Lombarkia, disparu en 2015. Cette opération se fera, après l'accord donnée par la famille du défunt pour la publication de son travail. Salah Lombarkia est l'auteur de nombreux textes dramatiques dont *Ennar wa Nour*, monté par le TR Batna ainsi que de nombreuses études et critiques sur le 4^{ème} art national. Il a été l'un des fondateurs de l'Association internationale du théâtre, (Aitu), créée à l'université de Liège (Belgique).

T. O.

Production théâtrale

Démarches pour une nouvelle vision de vente dans le Monde arabe

L'Instance arabe du théâtre oeuvre à élaborer une nouvelle vision de vente de la production théâtrale dans le Monde arabe, a-t-on appris, jeudi à Oran, de son secrétaire général.

Dans une déclaration à l'APS en marge des travaux du congrès organisé dans le cadre du Festival du théâtre arabe d'Oran, le dramaturge Ismaïl Abdellah a souligné «nous ne savons pas faire la promotion de

notre produit théâtral dans le Monde arabe, car nous ne disposons pas d'une administration pour cela. A cet effet, nous oeuvrons avec des organisations spécialisées au niveau mondial à former des cadres et à mettre en place les jalons d'une industrie du 4^{ème} art». «La création d'une telle administration doit reposer sur un travail stratégique et réfléchi», a-t-il suggéré. A propos des textes théâtraux, le SG de l'Instance

arabe du théâtre a indiqué qu'il n'y a pas de crise, soulignant que de nombreux textes sont écrits chaque année dans le Monde arabe, nécessitant néanmoins des metteurs en scène pour les exploiter.

L'Instance arabe du théâtre a lancé, depuis sa création, un concours d'écriture du texte théâtral pour adultes et enfants et reçoit 400 à 500 textes par an.

Les textes lauréats sont

publiés dans des ouvrages et mis à la disposition des dramaturges arabes, a fait savoir Ismaïl Abdellah.

Le programme du congrès, qui se poursuit sous le thème «Passage à l'avenir entre leadership et rupture», comporte une série de conférences dont deux en hommage aux chahids du théâtre algérien, Azzedine Medjoubi et Abdelkader Alloula.

R. C.

" Le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action. "

Simone de Beauvoir



Le passé est éternel, c'est le présent qui passe, c'est le présent qui fuit, qui s'efface. "

Thomas B. Reverdy

CÉLINE DION

Sa sœur Ghislaine Dion a vaincu le cancer

Céline Dion est soulagée. Sa sœur Ghislaine, atteinte d'un cancer de la gorge, a appris une merveilleuse nouvelle. C'est la fin de la malédiction pour Céline Dion. Après avoir perdu son mari René Angélil et son frère Daniel des suites d'un cancer, la chanteuse avait révélé que sa sœur, Ghislaine Dion, était elle aussi touchée par la maladie. Lors d'une interview avec Katie Couric, en septembre dernier, la star avait expliqué que son aînée était très touchée. «Elle pèse 40 kilos maintenant», avait-elle confié, alors que son père avait également succombé d'un cancer en 2003.

Mais alors que le sort s'acharnait, la famille Dion a enfin eu le droit à une bonne nouvelle en ce début d'année. Ghislaine Dion, atteinte d'un cancer de la gorge, a vaincu la maladie. C'est une autre sœur de Céline Dion, Claudette, qui a annoncé l'heureuse nouvelle au journal *La Semaine*.

«Son oncologue lui a dit que le cancer a disparu, a confié Claudette Dion. C'est un miracle, la bonne nouvelle de l'année !» La sœur de la diva a tout de même précisé que Ghislaine «est très amaigrie à cause de la maladie et des traitements». Après la terrible année 2016 qu'elle a traversée, Céline Dion va enfin pouvoir un peu souffler.



BEAUTÉ

COMMENT BIEN EXFOLIER SA PEAU APRÈS L'ÉTÉ ?

Les vacances sont terminées et on aimerait conserver encore notre jolie peau dorée. Idéal pour réparer l'épiderme et prolonger le bronzage, l'exfoliation est donc un passage obligé pour retrouver une peau saine. On vous livre ces conseils.

DÉBARRASSER SA PEAU DES RADICAUX LIBRES

Le soleil c'est bien mais à force de s'exposer sous l'effet des rayonnements solaires, les cellules de la peau produisent des radicaux libres qui abîment l'épiderme. Ces vilaines cellules provoquent en effet des réactions en chaîne et accélèrent le vieillissement de la peau. Pour s'en débarrasser, on applique donc la technique du gommage.

PROLONGER SON BRONZAGE

Contrairement aux idées reçues, le gommage ne fait pas disparaître le bronzage. L'exfoliation va plutôt sublimer notre peau hâlée.

Grâce à un bon gommage, on va se débarrasser des cellules mortes qui forment une couche épaisse et qui empêchent les soins de pénétrer la peau. On permet ainsi de relancer la microcirculation de cette dernière et de mieux l'oxygéner, ce qui est très bon pour l'entretien du bronzage. En exfoliant sa peau, on réveille alors son teint et on l'aide à retrouver tout son éclat.

LES ÉTAPES DU GOMMAGE PARFAIT

Le gommage est un geste beauté aussi important que l'hydratation. Pour bien le réaliser on suit ces quelques étapes? :

■ Le gommage s'effectue après la douche afin que la peau soit encore humide. Versez un peu d' exfoliant dans vos mains et appliquez le produit sur le corps en faisant des petits mouvements circulaires.

On démarre le massage des épaules jusqu'aux pieds, en passant par le dos, le ventre, les fesses puis les jambes. Et surtout on fait attention à ne pas trop appuyer au risque d'ir-

riter la peau.

■ Sur le visage le gommage se fait sur une peau encore mouillée, en effectuant un massage de l'intérieur du visage vers l'extérieur en insistant sur la zone T, c'est-à-dire le front, le nez et le menton.

■ Rincez la peau à l'eau tiède et terminez par un jet d'eau fraîche pour la tonifier. Enfin, séchez votre peau en la tapotant légèrement

sans la frotter.

■ Très important après l'exfoliation, il est primordial d'hydrater la peau avec une crème hydratante ou un soin réparateur pour restaurer le film protecteur de l'épiderme.

De plus, sachez qu'une fois exfoliée, la peau absorbe mieux les actifs contenus dans les crèmes, ce qui permet d'optimiser l'efficacité de ces dernières

SOINS

Découvrez les bienfaits beauté du fromage blanc



Les vertus du fromage blanc sont insoupçonnées, très effi-

mage blanc a ses vertus beauté. En masque pour la peau, ou en application sur la cellulite, ce produit possède en effet de nombreuses qualités, souvent insoupçonnées. Focus.

1. UNE MINE RADIEUSE

Le fromage blanc est idéal pour réhydrater une peau terne et sèche, grâce à un masque rapide à réaliser et très économique. Pour ce faire, il suffit de mélanger, dans un grand bol, 3 cuillères à soupe de fromage blanc battu, avec deux cuillères à soupe de miel et quelques gouttes de jus de citron. Appliquez ensuite cette préparation sur votre visage et laissez agir pendant 20 minutes. Pour finir, rincez à l'eau tiède.

Résultat : une peau éclatante de beauté.

2. HALTE À LA CELLULITE

Autre vertu : le fromage blanc permet de combattre la cellulite. Il suffit, pour cela, de mélanger cuillères à soupe de gros sel et de fromage blanc à 40% dans un bol. Appliquez ensuite cette préparation sur les zones désirées et laissez agir 25 minutes. Une fois ce laps de temps écoulé, passez à l'étape rinçage. Pour parfaire le tout, n'hésitez pas à masser les mêmes zones, à l'aide d'une huile de karité. Vous pouvez également les frictionner avec un peu de jus de citron. Opération à répéter deux fois par semaine, pour des résultats rapides.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

CAN 2017/Algérie-Zimbabwe

Les Verts un début en fanfare

La sélection nationale débute aujourd'hui la CAN 2017 en affrontant le Zimbabwe pour le compte de la première journée du groupe B. Considérés comme le favori en force de ce groupe mais aussi de cette édition qui se déroule au Gabon, les Verts se devront de bien débiter le tournoi en battant les «Warriors» qui sont considérés comme le maillon faible de ce groupe. La bande à Leekens n'aura pas droit à l'erreur surtout que la suite sera plus difficile en donnant la réplique aux deux autres candidats du groupe que sont la Tunisie et le Sénégal. Pratiquement éliminée de la course au Mondial russe 2018, l'EN n'a plus que CAN pour tenter de se relancer et apporter un brin d'espoir à ces fans désorientés après les échecs face au Cameroun et le Nigeria. Les



Verts ont, certes, une préparation insuffisante et qui s'ajoute aussi au changement qui s'est fait sur la barre technique avec l'arrivée de Leekens qui a remplacé, au pied levé, le Serbe Rajevac, mais cela ne les empêchera pas de se donner à fond pour réussir la

meilleure des CAN possibles en allant le plus loin possible et pourquoi pas la remporter. Pour ce match face au Zimbabwe, la sélection nationale comptera sur un groupe quelque peu remanié par rapport à celui qui avait affronté le Nigeria lors du dernier match des éliminatoires du Mondial. Ainsi, Bensebaïni devrait effectuer son entrée aux côtés de Mandi dans l'axe, alors qu'il est prévu que Belkhetir joue sur le flanc droit de la défense, alors que Abeïd et Bentaleb évolueront dans l'entre-jeu. Brahimi et Mahrez seront dans l'animation alors que Slimani se chargera de marquer les buts dans le rôle d'attaquant de pointe. L'essentiel pour Leekens est de mettre l'effectif le plus complet pour tenter de remporter ce match qui reste le plus important pour les Verts. Le latéral droit, Belkheiter pense qu'il faut être au rendez-vous pour ce match. «Il faudra répondre présent lors de ce match qui reste très important. On devra se comporter comme des soldats», dira le joueur du Club Africain qui pense que toute l'équipe est prête pour faire l'essentiel et remporter ce match.

Imad M.

L'Ethiopien Bamlak Tessema au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné l'Ethiopien Bamlak Tessema Weyesa pour officier le match entre l'Algérie et le Zimbabwe dimanche (17h00) à Franceville comptant pour 1ère journée (Groupe B) de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2017) qui se déroulera au Gabon (14 janvier- 5 février). Tessema sera assisté de Jean Claude Birumushahu (Burundi) et Aboubacar Doumbouya (Guinée). Tessema (37 ans) a déjà arbitré des rencontres de la CAN à l'occasion de l'édition 2015 disputée en Guinée Equatoriale. Outre l'Algérie et le Zimbabwe, le groupe B est composé du Sénégal et de la Tunisie qui s'affrontent dans l'autre rencontre dimanche. Le match d'ouverture verra le Gabon (pays hôte) affronter la Guinée Equatoriale samedi à Libreville.

Taïder opéré avec succès

L'international algérien, Saphir Taïder, forfait pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2017 qui débute samedi au Gabon, a été opéré avec succès au genou gauche, a annoncé l'intéressé vendredi. «Merci pour vos messages. L'opération s'est très bien passée», écrit le milieu de terrain algérien sur son compte twitter. Le joueur de Bologne (Italie) devrait observer un repos d'un mois environ avant de reprendre la compétition. Taïder s'est blessé lors de la séance d'entraînement de mercredi, soit la veille du départ de la sélection nationale pour le Gabon. «A la fin de la séance d'entraînement de ce matin (mercredi, ndr), Saphir Taïder qui avait déjà une vieille blessure au ménisque, a eu le genou bloqué sans contact avec l'un de ses coéquipiers. L'IRM passée l'après-midi a révélé un traumatisme du genou qui ne peut pas guérir dans l'immédiat», avait expliqué la Fédération algérienne de football sur son site internet. Taïder a été remplacé au pied levé par Ismaël Benaceur, le milieu de terrain de l'équipe réserve d'Arsenal (Premier League).

Comité exécutif de la CAF

Raouraoua face à El Tashani (Libye) et Lekjaa (Maroc)

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua est officiellement candidat à un nouveau mandat au Comité exécutif de la Confédération africaine (CAF) pour l'exercice 2017-2021, a indiqué l'instance africaine vendredi. Agé de 70 ans, Raouraoua aura deux rivaux pour cette élection de la Zone Nord de la CAF prévue le 16 mars, à savoir Anwar El Tashani (Libye) et Fouzi Lekjaa (Maroc). Le premier responsable de la FAF avait

été élu pour la première fois en juin 2004 en Tunisie, en marge de la coupe d'Afrique des nations et la seconde fois en 2013.

Les candidats pour les autres Zones de la CAF sont :

Zone Ouest A : Amadou Diakité (Mali), Hassan Musa Bility (Liberia)
Zone Ouest B : Maju Melvin Pinnick (Nigeria), Anjorin Moucharafou (Bénin)
Zone Centrale : Adoum Djibrine

(Tchad)

Zone Centre-Est : Juneidi Basha Tilmou (Ethiopie), Magdi Sham El Din (Soudan), Moses Magogo (Ouganda), Suleiman Hassan Waberi (Djibouti) Zone Sud (2 postes à pourvoir): Danny Jordan (Afrique du Sud), Frans Mbidi (Namibie), Rui Eduardo Da Costa (Angola), Suketu Patel (Seychelles)

Candidate féminine (1 poste à pourvoir): Isha Johansen (Sierra Leone), Lydia Nsekera (Burundi).

Championnat méditerranéen de handball (U17)

L'EN prend part à la 14^e édition

La sélection algérienne de handball (garçons) des U17, prendra part au 14^e championnat méditerranéen de la catégorie, prévu du 15 au 22 janvier à Paris (France), a indiqué vendredi la Fédération algérienne de la discipline (FAHB). Les Algériens actuellement en stage au Centre de préparation de Souidania (Alger), évolueront dans le group A aux côtés de la Turquie, l'Espagne, la Pologne, le Qatar et la France (pays organisateur). Le groupe B est composé de l'Allemagne, l'Argentine, le Monténégro, l'Islande, l'Italie et la

Tunisie. Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour les demi-finales, prévues le 20 janvier, alors que la finale se déroulera le lendemain (samedi 21 janvier). L'équipe dirigée par l'entraîneur national Djallal Eddine Harous et son adjoint Mohamed Mekki prépare les jeux Africains de la jeunesse (JAJ), prévus en Algérie en 2018.

Liste des joueurs retenus pour le championnat méditerranéen :

Tabet Taha, Attia Abderrahmane et Hamoud Mohamed Nacer Allah (ES Ain

Touta), Boughaba Zine Edine et Amroune Yassine (MAJD Blida), Alleg Abdelghani et Diabi Adem (IR Bouteldja), Gorine Yahia (HBC Oran), Touabli Hacene (SR Ain Taya), Rahmoun Nassim (JS Arbaa), Bounab Hani Abderrafik (JSE Skikda), Abdelkader-Mekki Abdelhak (NRK Alger), Rekhom Ouail Mouaiz (Constantine), Aouissa Mohamed (HC Tazmalt), Bessa Walid (CR Alger), Houairi Nabil (Medjana), Hacherouf Mohamed Amine (ES Arzew) et Khalil Malik (El Kser).

Ligue 2 Mobilis/ 16e journée

Le PAC en solo, Béjaïa et Biskra en embuscade

La 16^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football jouée vendredi, et caractérisée par les incidents enregistrés à Saida, n'a pas apporté de changements notables en tête du classement, où le Paradou continue son envolée solitaire, poursuivi par la JSM Bejaïa mais aussi l'US Biskra qui se hisse sur le podium pour la première fois de la saison. A Saida, le match, MCS-MC El-Eulma, n'est pas allé à son terme (arrêté à la 82^e minute) après la blessure causée au 4^e arbitre, suite à un jet de projectiles, au moment où les visiteurs menaient par 2-0, et qui allaient tout droit vers une victoire salutaire leur permettant de se dégager de la zone de relégation. Cet incident, a été le seul point noir de cette journée de reprise. Ceci dit, le PAC, petit vainqueur du CRB Ain-Fekroun (1-0) sur un but de Benayad dès la 3^e minute, compte

provisoirement 9 pts d'avance sur la JSM Bejaïa qui a dû attendre la dernière minute du match pour l'emporter (2-1) chez le RCArba (16^e - 9 pts). Ce dernier est bien parti pour rejoindre le palier inférieure, à savoir le championnat amateur. Son retard sur le 1^{er} club non relégable, l'AS Khroub est actuellement de 7 points. L'US Biskra a réalisé une belle opération en battant à domicile l'ASO Chlef (1-0), ce qui lui permet de partager le podium d'accession avec l'USM Blida (27 pts), qui jouera demain samedi (15h00), son match devant la JSM Skikda. Le CABB Arreridj seul représentant de la Ligue 2 en Coupe d'Algérie, et tenu en échec à Mascara (1-1), perd du terrain sur le groupe de tête avec un retard de 3 pts sur le 3^e. Le WA Boufarik vainqueur de l'AS Khroub (1-0), s'éloigne progressivement de la zone rouge en partageant désormais la 7^e

place avec la JSM Skikda et le CABBA (20 pts), mais ce n'est pas le cas pour l'ASM Oran (12^e-18 pts) et le GC Mascara (14^e - 12 pts) tenus en échec à domicile. Les Oranais qui menaient (2-0) devant l'A.Boussaada à la fin de la 1^{ère} mi-temps, ont été rejoints au score en 2^e période au grand dam des fans «oranais» qui s'attendaient au réveil des leurs, lors de cette phase décisive de la compétition.

Résultats et classement :

MCS- MCEEE 0-2 (match arrêté à la 82^e min.)
PAC-CRBAF 1-0
RCA-JSMB 1-2
GCM-CABBA 1-1
USB-ASO 1-0
WAB-ASK 1-0
ASMO-ABS 2-2

	Pts	J
1). Paradou AC	37	16
2). JSM Béjaïa	28	16
3). USM Blida	27	15
—). US Biskra	27	16
5). CAB Bou Arreridj	25	16
6). MC Saïda	23	15
7). JSM Skikda	20	15
—). ASO Chlef	20	16
—). WA Boufarik	20	16
10). CRB Ain Fekroun	19	16
—). Amel Boussaâda	19	16
12). ASM Oran	18	16
13). AS Khroub	16	16
14). GC Mascara	12	16
15). MC El Eulma	11	15
16). RC Arbaâ	9	16

NDLR: le classement ne prend pas en compte le résultat du match MCS-MCEE arrêté à la 82^e minute.

Présidentielle française Fillon refuse d'accueillir plus de réfugiés

Le candidat de la droite française à l'élection présidentielle, François Fillon, refusera en cas de victoire d'accueillir davantage de réfugiés qu'à l'heure actuelle, malgré les appels à la solidarité de l'Allemagne, a averti l'un de ses proches conseillers, Bruno Le Maire.

«Un président Fillon n'accepterait pas plus de réfugiés que dans les proportions actuelles parce que la France n'est pas politiquement et économiquement en mesure de le faire», a déclaré M. Le Maire, chargé des affaires européennes et internationales dans l'équipe de campagne du candidat, dans un entretien publié samedi par le quotidien allemand *Bild*. Interrogé sur le point de savoir si la France pourrait faire un effort dans ce domaine en direction de l'Allemagne qui souhaite davantage de solidarité de ses partenaires européens, M. Le Maire a répondu : «En aucun cas».

Au cours des onze premiers mois de l'année 2016, la France a enregistré près de 78 000 demandes d'asile, en hausse de 10% par rapport à la même période l'année précédente. Sur l'ensemble de 2016, l'Allemagne a elle accueilli 280 000 nouveaux demandeurs d'asile, après un record de 890.000 en 2015, lorsque la chancelière Angela Merkel a ouvert les portes du pays aux migrants, dont beaucoup fuyaient la guerre civile en Syrie. M. Fillon, actuellement favori des sondages pour succéder à François Hollande comme chef d'Etat français au printemps, doit se rendre à Berlin le 23 janvier pour rencontrer Angela Merkel. Bruno Le Maire est venu ces derniers jours à Berlin préparer ce déplacement en rencontrant ses principaux ministres.

La chancelière conservatrice se plaint régulièrement du manque de soutien à ses yeux de ses partenaires européens sur la question migratoire. «Nous avons besoin d'une responsabilité commune pour nos obligations humanitaires et elle fait grandement défaut actuellement dans l'Union européenne», a-t-elle regretté lundi dernier. Un autre candidat à la présidentielle, Emmanuel Macron, a, lui, rendu hommage à la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel, à l'occasion d'une visite mardi dernier à Berlin, la félicitant pour avoir «sauvé nos valeurs communes en prenant en charge des réfugiés en souffrance».

R. N.

CNES

Abdelmalek Azzi, nouveau coordinateur

M. Abdelmalek Azzi a été élu, vendredi, coordinateur national du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) en remplacement de Abdelmalek Rahmani.

Le vote à bulletin secret qui s'est déroulé à l'occasion de la tenue des travaux du 5^{ème} congrès dudit syndicat a permis à M. Azzi d'obtenir 114 voix. L'ancien coordinateur du Cnes, Abdelmalek Rahmani, ne figurait pas parmi les quatre candidats en lice. Les 15 membres du bureau national du Cnes ont également été élus pour un mandat de trois ans.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

PAS DE MATCHS DE COUPE D'AFRIQUE SUR L'ENTV



CAN 2017

«Des écrans géants pour suivre les matchs de l'Algérie»



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a révélé vendredi que des écrans géants seront installés au niveau des établissements sous tutelle pour permettre aux Algériens de suivre les matchs de l'Equipe nationale lors de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 2017) qui a débuté hier au Gabon.

«Nous sommes en train d'organiser les choses, notamment au niveau des établissements relevant du secteur de la jeunesse et des sports pour permettre aux amoureux de la balle ronde en Algérie, notamment les jeunes, de regarder les rencontres de la sélection nationale durant la CAN 2017», a déclaré M. Ould Ali en ouverture de la 1^{ère} édition de la

Coupe Djamilia à la salle OMS d'El Biar (Alger).

«Nous oeuvrons en collaboration avec les walis pour la mobilisation des fonctionnaires des collectivités locales ainsi que les directeurs de la jeunesse et des sports pour ouvrir les salles et les Maisons de jeunes afin que le public algérien puisse suivre en direct les matchs de la plus grande compétition continentale», a ajouté le ministre à l'occasion de cette manifestation de football et de handball réservée aux structures universitaires féminines.

L'Etablissement public de télévision (Eptv) avait annoncé jeudi qu'il ne diffuserait pas les matchs de la CAN 2017 au Gabon, en raison des «coûts en perpétuelle et exponentielle augmentation des droits de retransmission».

L'Eptv a regretté, dans un communiqué, «une situation très fâcheuse, née de l'attitude incompréhensible du détenteur des droits, qui prive des millions de téléspectateurs, non seulement en Algérie, mais également dans toute la région, de regarder les matchs de leurs Equipes nationales dans la plus importante compétition sportive du continent africain».

Les droits de retransmission des rencontres de la CAN pour le compte de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, sont détenus exclusivement par le groupe beIN Sports.

La sélection algérienne évoluera lors de la CAN 2017 dans le groupe B avec le Zimbabwe, la Tunisie et le Sénégal.

R. K.

Leekens affirme

«La victoire est impérative»

Le sélectionneur de l'Equipe algérienne de football, le Belge Georges Leekens, a relevé hier la nécessité de gagner face au Zimbabwe aujourd'hui au stade de Franceville (17, heure algérienne) à l'occasion de l'entrée en lice des Verts en Coupe d'Afrique des nations CAN 2017 au Gabon.

«Nous avons très bien travaillé sur tous les plans. Les deux tests amicaux nous ont beaucoup servis, mais le plus important est le premier match face au Zimbabwe, c'est un adversaire à prendre très au sérieux, c'est une bonne équipe. Nous devons tout faire pour avoir les trois points. Ce sera un match très serré. D'ici le match de dimanche j'espère ne pas avoir de mauvaises surprises», a affirmé le coach national lors d'un point de presse tenu au stade de Franceville. Outre le Zimbabwe, l'Algérie affrontera également dans le groupe B

la Tunisie (19 janvier) et le Sénégal (23 janvier). «Les joueurs se préparent dans la sérénité pour ce match. Nous avons travaillé dur, je veux voir cela sur le terrain. Je suis sûr que mes joueurs vont se battre», a-t-il ajouté, soulignant l'importance de «rester concentré tout au long de la rencontre». Côté effectif, l'ancien sélectionneur de la Tunisie a rassuré de la disponibilité de l'ensemble des 23 joueurs retenus pour le tournoi, mais qu'il attendrait «le dernier moment» pour annoncer son Ouzd de départ.

«J'attends toujours le dernier moment pour dévoiler le Onze type, tout le monde doit être préparé de la même manière. Je l'ai déjà dit aux joueurs hier. Chez moi, il n'y a pas de remplaçants. Il y a beaucoup de concurrence dans certains postes et j'aime bien cela».

Ayant déjà dirigé le Club Algérie en 2003, le technicien belge a réaffirmé son engagement à

mener l'Equipe nationale le plus loin possible dans cette compétition.

«Je suis revenu en Algérie parce que j'avais une dette envers le président de la FAF (Mohamed Raouraoua, Ndlr) et envers le peuple algérien. J'avais réussi à qualifier l'équipe pour la CAN 2004 avant de partir. Maintenant, avec mon expérience je vais tenter de continuer mon boulot et mener cette équipe à un stade avancé du tournoi», a-t-il assuré.

Et d'enchaîner : «L'Algérie a un honneur à défendre. Je suis agréablement surpris par la détermination qui anime les joueurs. C'est fantastique».

Les deux premiers de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale qui débiteront à partir du 28 janvier.

R. S.

ACTU...

Syrie

Un journaliste sud-africain enlevé

Un photjournaliste sud-africain indépendant a été enlevé mardi dans le nord-ouest de la Syrie, près de la frontière turque, par un groupe d'hommes armés, a indiqué hier l'ONG sud-africaine, Gift of the Givers, pour laquelle il était en mission.

«Shiraaz Mohamed était en chemin avec deux personnes de nos équipes vers la frontière turque pour quitter la Syrie lorsque deux véhicules les ont bloqués», a expliqué Imtiaz Sooliman, le fondateur de Gift of the Givers.

«Quelques hommes armés sont descendus très calmement, ont ouvert les portes de la voiture et ont pointé leurs armes sur nos deux employés», poursuit-il. Selon Gift of the Givers, l'enlèvement a eu lieu devant un hôpital de l'ONG qui se trouve à Darkouch, une ville située à 100 km à l'ouest d'Alep, tout près de la frontière avec la Turquie. Les ravisseurs ont bandé les yeux des trois hommes et ont roulé pendant une heure depuis le lieu de l'enlèvement.

«Ils ont ensuite libéré nos deux employés, ont dit qu'ils voulaient seulement questionner Shiraaz et qu'ils le libéreraient dans deux jours», explique Imtiaz Sooliman. «Ils ont dit qu'ils voulaient régler un malentendu», ajoute-t-il, précisant qu'après quatre jours ils n'avaient pas plus de nouvelles. Dans un communiqué la famille du journaliste arrivé en Syrie le 4 janvier s'est dite «dévastée par la nouvelle de sa disparition». «Nous prions pour sa sécurité et sa libération immédiate», précise le texte.

Pour sa part, le ministère des Affaires étrangères sud-africain n'a pas été en mesure de confirmer l'enlèvement ni de donner davantage de précisions.

«En raison de la situation sécuritaire en Syrie, nous avons dû fermer notre ambassade. Nous n'avons pas de représentants en Syrie», a indiqué Clayson Monyela, le porte-parole du ministère.

R. S.

A l'âge de 83 ans

Décès du réalisateur Hadj Rahim

Le réalisateur de l'émission de caméra cachée produite par la Télévision algérienne dans les années 1970, Hadj Rahim est décédé vendredi à l'âge de 83 ans suite à une crise cardiaque, a-t-on appris auprès de l'association cinématographique Adhouaa.

Le défunt sera enterré cet après-midi après la prière d'Al Assar au cimetière de Sidi Yahia (Alger), précise la même source. Hadj Rahim qui a rejoint la Télévision algérienne en 1970, a réalisé de nombreuses oeuvres dramatiques dont *Serkadji* (1982), *Hikayat Ennas* (1985), *La fin d'une grève* (1992).

R. T.